



informations correspondance ouvrières

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION: P. BLACHIER.

MENSUEL.

LE NUMERO : 2F N° 117 MAI 1972

SOMMAIRE

| | |
|------------------------------------|----|
| EDITORIAL | 1 |
| GRANDE BRETAGNE | |
| Occupation à Fisher-Bendix | 3 |
| HOLLANDE - Grèves | 11 |
| BELGIQUE - Grèves | 13 |
| LUTTES EN FRANCE | 15 |
| Chantiers de La Rochelle | |
| Paris VII | |
| UNE RENCONTRE | 19 |
| CORRESPONDANCE | 20 |
| A propos des origines du gauchisme | 22 |
| PUBLICATIONS | 27 |

éditorial

Des camarades s'étonnent qu'I.C.O. ne réponde pas à l'"actualité". Pourquoi n'essaiement-ils pas d'y répondre eux-mêmes? Le groupe de Paris n'est pas un groupe leader chargé de répandre la bonne parole. Bien sûr, l'éloignement de Paris laisse dans l'ignorance beaucoup de détails sur les événements: près du 1/4 de la population française vit dans la région parisienne, entre 30 et 50% des industries de la France entière s'y trouvent regroupées, le centralisme politique plus que jamais renforcé donne une dimension particulière à toutes les manifestations parisiennes. Consciemment ou non l'organisation des groupes copie cette organisation du capitalisme; dans tous les partis ou groupes, consciemment ou pas, le renversement et la conquête des organismes de l'Etat (par la voie parlementaire ou la voie révolutionnaire) sont considérés comme la seule tâche nécessaire pour établir un monde nouveau. Ainsi, en relation avec tout ce que le capital a construit, se trouve encore affirmée et développée la domination d'une "élite nationale" de la capitale.

Aller à contre courant de cette hiérarchie, des événements, des hommes et des idées, nécessite un effort persévérant. (1). A la fois chez ceux qui se trouvent à Paris comme ceux qui se trouvent en Province: si ce sont les dirigeants qui font les exécutants, les dominants qui font les dominés, ce sont aussi les exécutants et les dominés qui, par leur acceptation, leur passivité, font les diri-

geants et les dominants. Ce rapport "dialec-tique" entre dominants-dominés, dirigeants-exécutants il existe, à l'image de la société capitaliste, dans les organisations diverses quelles que soient leurs perspectives et leurs conceptions théoriques. Etre loin de Paris, c'est être loin du centre d'une agitation souvent superficielle ou commémorative, c'est être loin des tempêtes dans un verre d'eau élevées à la dimension de l'Univers. Elles peuvent tout autant se récréer hors de Paris en modèle réduit, parfois caricatural, autour des mêmes faits, ou d'autres faits rétrécis dans un événement local, une querelle de personne. Quand ce ne sont pas les protagonistes qui les minimisent eux-mêmes, obnubilés par le mythe de la capitale. Qui peut juger de loin si ces brusques flambées pèsent comme les 150.000 des obsèques d'Overney de tout leur poids politique ou sombrent dans la dé-rision des barricades répétitives de Jussieu.

Ce n'est pas parce qu'on a assisté à la dernière manif, qu'on a pu lire chez Maspéro toute chaude sortie, l'élucubration consellilliste ou léniniste, qu'on est autorisé à se proclamer une pratique radicale et une théorie globale. Moins que jamais en matière de luttes,

(1) Au cours de la discussion de ce texte, il a été souligné la contradiction entre cet appel aux "bonnes volontés" et la constatation d'un centralisme inhérent au capital, donc ne pouvant crever qu'avec lui.

Paris n'est pas la France, la France n'est pas l'Europe, et l'Europe n'est pas le Monde. Les camarades "d'ailleurs" peuvent aussi avoir un recul pour juger de l'agitation en éprouvette du bouillon de culture parisien; ils sont parfois mieux à même de juger- de par leur vie dans un autre milieu, par des contacts plus faciles- du poids réel des classes sociales (paysans, commerçants, par exemple), des structures politiques et des mentalités du passé. Ils sont mieux à même de comprendre ce que peuvent avoir de particulier des luttes auxquelles on serait tenté de donner une valeur exemplaire. Mais ces particularismes et le retard dans l'évolution des structures et des mentalités peut aussi leur masquer les problèmes essentiels, bloquer beaucoup de leurs possibilités.

Encore une fois, c'est la discussion et l'échange de tous avec tous qui peut permettre à chacun d'entre nous, où qu'il soit, d'appliquer sa propre réflexion à ce qu'il vit, de lui éviter de placer sur le devant de la scène les événements qu'il a vécus. Le capital mondial se développe rapidement en surface dans tous les pays du monde. Ce même capital dans sa quête du profit, pose ses tentacules dans tous les secteurs de la vie. Plus que jamais cette domination totale sur le monde et sur la vie de chacun, nous impose de regarder à la fois ici dans ce que nous vivons et ailleurs dans le monde entier (y compris dans les pays de la branche russe ou de la branche chinoise du capitalisme) de replacer nos propres réactions individuelles dans le cadre le plus général. Ce n'est que l'analyse rigoureuse des détails, des faits, qui peut permettre de sortir de la gangue du particulier qui empêche d'en voir la dimension réelle, d'en comprendre la signification profonde.

C'est en ce sens que parler de luttes aux U.S.A., en Grande-Bretagne, en Rhogne, en Italie, etc... a autant d'importance que parler des luttes en France. Aucun de nous n'a pu prendre contact directement avec les grévistes de Dunkerque (Creusot-Loire), Nantes (Ets Paris), St Brieuc (Joint Français), etc.. etc.. Cela aurait été la solution idéale comme nous avons pu le faire pour Girosteel au Bourget (1), comme les camarades anglais de Solidarity ont pu le faire pour Plessey ou Fisher-Bendix (2). C'est au cours de tels contacts que la nécessité de sortir rapidement un tract ou une brochure pouvait apparaître. Pour répondre à la demande des travailleurs en lutte ou pour apporter un point de vue critique sur le déroulement de la lutte. Sinon, nous ne pouvons que réunir patiemment des informations sur ces luttes, prises essentiellement aux publications des groupes divers qui- plus ou moins intéressés- interviennent dans ces luttes. C'est dire que ce travail ne peut venir qu'après, et avec un décalage important. C'est ce qui est présentement à notre mesure- et qui le restera- si des camarades de Paris, comme de province, ne pensent pas, ou ne peuvent pas, ou ne veulent pas, se déplacer

(1) qu'on se console, des textes sont en préparation sur les grèves en France.

(2) voir les 2 ou 3 numéros d'ICO précédents et ICO Liaisons N° 7.

pour en "savoir" un peu plus par des contacts directs que ce que livrent des faits de la presse bourgeoise et des groupuscules divers.

Cette tâche d'information et d'analyse est à la portée de tous. Pas besoin d'ailleurs d'être "en rapport avec ICO". Il suffit de se sentir concerné par ces luttes, de les replacer dans ce contexte total dont nous parlons ci-dessus, de voir en quoi elles se relient à des problèmes fondamentaux: la destruction de ce monde d'exploitation et le jaillissement d'un monde nouveau. Ce travail fait, les problèmes matériels sont secondaires: c'est en ce sens que l'aide de l'organisation matérielle tissée autour d'ICO peut intervenir.

Mais quand nous parlons ainsi d'intervenir, ce n'est pas pour voir exalter comme dans la presse des groupuscules, uniquement certaines formes d'action en elles-mêmes détachées de tout le contexte du mouvement ouvrier mondial. Sequestrations, occupations, sabotages, piquets, bagarres avec les flics ou les jaunes, accrochages avec les directions syndicales, débuts de liaisons directes d'usine à usine, solidarité matérielle étendue, marquent une transformation profonde des méthodes de lutte. Tout cela fait le bonheur d'un "gauchisme à sensation" et la hantise des nuits des patrons (l'enlèvement de Nogrette a dû donner une forme bien précise à leurs cauchemars). Tout cela existe et il faut en parler mais d'une manière critique, c'est-à-dire voir si elles sont de simples méthodes d'action adoptées par les travailleurs en lutte, comme une nécessité du développement de leur lutte, ou comme une solution miracle plaquée par quelques militants sur une réalité différente. En d'autres mots, ce qui est important, et ce qui est essentiel pour nous de dégager, c'est ce qui correspond à l'autonomie des luttes, à la prise en mains, par les travailleurs eux-mêmes de la totalité de leur lutte et de leur vie. Ce ne sont pas forcément les "grandes luttes" qui montrent les formes les plus nettes des courants nouveaux: la reprise de la production par des ouvriers de Milan, ou de Fakenham, nous paraît plus capital -quelles que soient les ambiguïtés- que les 8 semaines de grève du Joint Français. Ce schéma, il faut le garder présent à l'esprit comme une sorte de ligne idéale, car nous savons bien que rien n'est à l'état pur, mais que tout se dégage, le plus souvent à l'insu des travailleurs en lutte, des structures mêmes imposées par le capitalisme, de l'intervention des syndicats ou des groupuscules qui essaient de s'y substituer, des initiatives des uns ou des autres (baptisées souvent abusivement de spontanéisme) (1), de l'affrontement "dialectique" dans les faits (et non dans les idées) de toutes ces "interventions" (qu'il s'agisse des flics, du P.C., des maos, ou de la C.F.D.T.).

(1) contrairement à certaines critiques nous ne sommes pas "spontanéistes". Nous pensons que l'organisation des luttes est une étape capitale, mais que cette organisation doit être la réponse des travailleurs en lutte eux-mêmes aux nécessités de leur lutte et non la solution miracle apportée par quelques militants "conscients" organisés de l'extérieur.

grande-bretagne

L'occupation de l'usine FISHER-BENDIX

(traduit de SOLIDARITY)

Note d'I.C.O.: ce texte est à relier
au débat amorcé dans ICO N° 114, p.18.

Un autre texte est en préparation sur
la grève des mineurs.

Les ouvriers de Fisher-Bendix, à Kirby, près de Liverpool, occupèrent toute leur usine et les locaux administratifs mercredi 5 janvier 1972. Cette action, menée par tous les travailleurs, manuels et autres, représente une formule avancée de lutte. Une simple description des événements tels qu'ils se sont passés, donnera une connaissance réelle des faits, dont d'autres pourront tirer profit, bien plus qu'une tentative d'interpréter ce qui s'est passé selon une certaine ligne politique.

Le 11 janvier, avec deux autres copains de Solidarity de Manchester, je suis allé à l'usine Fisher-Bendix dans South Boundary Road, Kirby. L'usine se trouve dans une grande zone industrielle qui est née grâce à d'importantes subventions gouvernementales. Aux grilles, près du portail d'entrée, une énorme banderolle avait été attachée par les ouvriers. Elle disait, en lettres de presque un mètre de haut : "Under new Management" (littéralement "sous nouvelle gestion" ou "changement de direction"). La loge d'entrée était occupée par les ouvriers et les travailleurs de l'usine devaient signer lorsqu'ils entraient par un portillon qui permettait seulement à une personne de passer à la fois. Etant visiteurs, on nous a demandé d'attendre que quelqu'un nous voit avant de nous laisser entrer. Tom Staples, le trésorier du comité d'occupation arriva. Il nous demanda nos termes de référence, c'est-à-dire cartes syndicales, ... Un lui montra et on lui dit que nous appartenions au groupe Solidarity et que nous avions l'intention de recueillir le plus d'informations possible sur leur action. On voulait aussi savoir si on pouvait les aider d'une façon ou d'une autre.

Satisfait de ces raisons de notre présence, Tom nous accueillit chaleureusement. Il nous conduisit au bâtiment administratif qui se trouve avec les bureaux de la direction. Ce n'est que lorsque les ouvriers gardant les différentes portes virent qu'on était avec Tom Staples qu'ils nous laissèrent entrer. On nous conduisit à un bureau qui servait de salle de réception pour les visiteurs. Ce bureau avait été celui du directeur commercial de Fisher-Bendix. En chemin nous vîmes les noms des différents comités recouvrant les noms des anciens cadres dont les bureaux étaient occupés.

Nous nous sommes mis à l'aise et Tom Staples et un autre membre du comité, Stan Ely, nous racontèrent les causes, la préparation et le déroulement de l'occupation.

Le contexte

Pendant 11 ans la compagnie a sans cesse essayé de briser la force organisée des ouvriers. Ayant échoué, elle décida de fermer l'usine. 600 ouvriers devaient être mis à pied (c'est tout ce qui restait des 2000 travailleurs à l'origine).

L'usine fait partie du trust Thorn Electrical Ltd L'an dernier l'empire industriel Thorn faisait un bénéfice net de 37 millions de livres (environ 50 milliards A.F.) entre 1962 et 1968 la Compagnie a reçu 6.558.420 livres (environ 10 milliards d'anciens francs) du Gouvernement, sous forme d'investissements publics. Lorsqu'en Mai dernier, la Compagnie Thorn acheta l'usine à Parkinson-Gowan pour 4 millions de livres (environ 5 milliards d'A.F.) ils avaient bien préparé leur coup, à savoir conserver les parties rentables de la Compagnie, vendre ou transférer les machines et l'équipement non indispensables pour éventuellement fermer l'usine de Kirby. Il n'est pas difficile de comprendre leurs raisons si on regarde les salaires dans les différentes usines de la Compagnie. Le Comité Central de shop-stewards de Thorn annonça il y a quelque temps que les salaires hebdomadaires des femmes employées à Merthyr Tydfil (autre usine du trust dans la région minière du Sud du Pays de Galles) étaient de 13 livres 95 (18.000 A.F.) contre 24 livres (31.000 A.F.) à Kirby.

En 12 ans, les directeurs de l'usine s'étaient succédés au rythme soutenu de un par an. Le dernier K.G. Lucas s'était fait virer juste avant Noël ayant échoué dans sa tentative avouée de "s'occuper des ouvriers".

Les programmes de réduction du nombre des travailleurs de 2.000 à 600 avaient été étalés sur plusieurs années. 6 syndicats avaient pris part aux négociations. La Compagnie avait aussi réussi à écraser les syndicats des employés dans cette usine. Les propriétaires, d'abord B.M.C., ensuite Parkinson-Gowan et enfin Thorn, ont fabriqué différents produits de première qualité sous l'étiquette Fisher Ludlow, et ensuite Fisher-Bendix, entre autres des bicyclettes Moulton (un brevet a été vendu très cher à Raleigh), des éviers de luxe (dont la production a été vendue à un concurrent d'Ecosse Carron), et maintenant des radiateurs de chauffage central et à gaz. D'autres produits ont cessé d'être fabriqués. La production des essoreuses à tambour fut transférée de l'usine de Kirby à la Compagnie Carsa à Madrid où elles seront fabriquées sous licence. Pas besoin de mentionner que les salaires de Madrid n'ont rien de comparables à ceux de Kirby. Thorn a aussi décidé de transférer la production des machines à laver Bendix à Carsa.

Lorsque les représentants des ouvriers ont produit les preuves de tout ce qu'ils affirmaient, Thorn l'a quand même nié. Ils mentaient comme ils respiraient, même lorsqu'ils furent confrontés avec des photo-copies de contrats, etc.. De plus, ils commencèrent à transférer la production des radiateurs dans une autre filiale à Newcastle. En même temps, la Compagnie essayait de faire accepter aux gars des accords de productivité basés sur des études de la journée de travail.

Toute cette rationalisation aux dépens des ouvriers - et bien plus - n'était étrangère à personne. Mais la direction lâcha le paquet lorsqu'elle présenta un programme par étape pour fermer finalement purement et simplement l'usine. La rumeur en avait déjà couru dès août 1971. Cette décision ne fit l'objet d'aucune négociation. Tandis que la direction informait les shop-stewards, elle faisait afficher et distribuer des notices invitant cyniquement les ouvriers à assister au démantèlement et au transfert des machines, etc...

Thorn avait pris la relève de Parkinson-Gowan en mai 1971 lorsqu'ils achetèrent l'usine. Ils n'avaient pas perdu de temps. Il y eut plus de 500 mises à pied entre Mai et Octobre ce qui provoqua des arrêts de travail d'un jour ou d'une demi-journée. Une grève officielle de 9 semaines avait commencée en Juin. A l'époque, des meetings de masse se tenaient à la cantine prélude des choses à venir. La Compagnie avait envoyé des lettres individuelles aux ouvriers et un kiosque avait été installé dans la cour de l'usine pour offrir des dédommagements de licenciement. La Compagnie offrit 75 livres (110.000 A.F.) en plus des dédommagements légaux (appelés la subvention de Kirkby), à cause du haut niveau de chômage dans la région et de la difficulté de trouver un autre emploi. Etalé sur le reste de la vie active de la plupart des ouvriers, le total des indemnités s'élevait rarement à plus de 50 p. par semaine (environ 650 A.F.). Un bureau de recrutement de l'armée fit aussi son apparition. Mais heureusement, personne ne se laissa tenter. La Compagnie capitula et quelques 400 emplois furent sauvés.

Ce qui fit finalement déborder le vase fut une autre notice qui annonçait clairement les intentions de la direction. Le nouveau plan envisageait le renvoi de 60 ouvriers et de un employé le 28 Janvier, le démantèlement des machines, etc...; il devait être appliqué après Noël et se poursuivre en février et mars avec d'autres licenciements pour se terminer par la fermeture totale de l'usine le 31 Mai 1972. En même temps la direction s'efforçait d'augmenter les cadences de production.

Le 7 décembre, les ouvriers arrêtaient le travail spontanément et marchèrent de l'usine sur le bâtiment administratif en criant des slogans comme: " nous demandons le droit au travail ". Lorsqu'on dit qu'on ne pensait pas que c'était un bon slogan parce qu'on pouvait croire que les ouvriers demandaient le droit à l'exploitation, on nous répondit que ce que les gars voulaient dire c'est qu'ils n'acceptaient pas le droit des patrons à décider qui devait travailler. Ils pensaient qu'eux-mêmes devraient pouvoir décider s'ils voulaient ou non travailler et dans quelles conditions. Cela voulait dire que les usines ne pouvaient pas dans ces conditions, être régies par ses propriétaires privés, mais gérées par les ouvriers eux-mêmes. Nous leur avons dit que de ce point de vue leur slogan était ambigu.

Le 8 décembre le Convenor (délégué de tous les shop-stewards au niveau de l'usine entière) informa la direction que les délégués ne voulaient pas discuter de la fermeture de l'usine mais étaient prêts à discuter seulement de l'organisation du travail dans l'usine, sans qu'aucun licenciement n'ait lieu. A ce stade, il y avait une certaine division à la base, les employés

par exemple, pensant toucher de meilleures indemnités et les ouvriers cherchant comment lutter contre la fermeture de l'usine.

A peu près à cette période, il y eut une manifestation au siège local du Parti Travailiste. Les députés locaux avaient été contactés (y compris Harold Wilson leader du parti travailliste) dans l'espoir qu'ils feraient pression sur la Compagnie pour annuler les licenciements. Les députés furent d'accord pour ... proposer une motion au Parlement sur le chômage à Kirkby (où les chiffres atteignent 20% de la population active et où de nombreux jeunes sont toujours sans emploi deux ans après avoir quitté l'école). Mais comme on va le voir, les gars de Fisher-Bendix n'allaient pas laisser la question aux mains du parti travailliste ou de n'importe quel autre leader.

LA PREPARATION:

Comme la Compagnie ne voulait pas négocier, les ouvriers commencèrent à penser à d'autres moyens de s'occuper de la situation. La direction attendait peut être qu'une grève éclate (ou même cherchait à en provoquer une) ce qui aurait joué en sa faveur et entraîné une fermeture précoce de l'usine, qu'ils auraient fait suivre, par différentes méthodes, du démantèlement et du transfert des machines autre part. Mais ce n'est pas ce qui arriva. En effet, une délégation des représentants de Fisher-Bendix décida de contacter les ouvriers des chantiers navals de la Clyde (U.C.S.) et ceux de Plessey à Dumbarton (voir ICO N°111-112 page 9 et N° 114 page 5) pour voir s'ils pouvaient les aider avec leur expérience récente. Et il y eut aussi des contacts pris avec l'aide du Combine Shop steward Committee pour voir quelles actions pouvaient être envisagées.

Bien que Tom Staples personnellement ne critiquait pas ce qui se passait à U.C.S. lors des contacts pris avec les ouvriers des chantiers navals, le comité des shop-stewards ne pensa pas qu'un "work-in" était un mode d'action valable à Kirkby. Les ouvriers avaient rencontré des idées bien plus intéressantes et utiles en discutant avec les ouvriers de Plessey. Mais les ouvriers de Kirkby pensaient qu'ils pouvaient faire quelque chose de mieux. Ils voulaient commencer l'occupation avant que l'usine ait totalement licencié les ouvriers, alors qu'à Plessey l'occupation avait eu lieu après.

Les délégués revinrent à Kirkby et les stewards commencèrent alors à préparer la riposte. Ils cherchaient toujours à arriver à un accord, mais ils pensaient aussi à s'engager dans une autre voie en vue d'une occupation. Ils savaient que s'ils annonçaient une date pour l'occupation, la direction interviendrait et fermerait l'usine avant qu'ils puissent faire quoi que ce soit. Les stewards réussirent finalement à convaincre la direction de "négocier" sur la base de leurs propositions pour une fermeture par étapes de l'usine. Un certain Monsieur Karne de la direction nationale de la Compagnie devait venir pour procéder aux négociations avec les principaux shop-stewards le 5 janvier.

La direction (et bien d'autres) pensait qu'il était fort improbable que les ouvriers entreprennent une action quelconque avant de connaître le résultat de ces négociations. En effet, il est très courant dans l'industrie, qu'une action soit

remise à plus tard dans l'espoir que des négociations donnent un résultat positif. Et en effet, lesdites négociations sont souvent prévues et entamées par la direction et les syndicats précisément pour empêcher les ouvriers de prendre les choses en mains, de décider d'entreprendre une action au moment le plus propice. Ils s'efforcent d'entretenir l'espoir fallacieux que les négociations pourront amener une offre acceptable.

Les délégués des ouvriers à Fisher-Bendix étaient conscients de ce problème après une longue et amère expérience. Ils savaient parfaitement que la direction n'allait pas discuter sérieusement un projet pour maintenir la production. Et la nature même des négociations changea radicalement. C'était maintenant les shop-stewards qui négociaient avec leurs objectifs propres toujours présents à leur esprit. Selon la tradition, personne ne s'attendait à une action des ouvriers pendant le déroulement de telles négociations.

C'était là l'astuce du plan. L'occupation se ferait au moment où l'ennemi s'y attendait le moins. Il fut décidé que les ouvriers répondraient à l'appel de leurs stewards à quelque moment que ce soit, pour manifester à l'intérieur de l'usine. Toutes sortes de faux bruits furent répandus concernant le lieu, l'heure, et le jour de ces manifestations. Jamais bien sûr il ne fut mentionné que l'occupation commencerait pendant les négociations. C'était l'avis de tous les stewards que c'était là le meilleur moyen : prendre la direction par surprise. Depuis le rejet des propositions syndicales du 7 décembre 1971 (pour discuter la continuation de la production) les stewards savaient que les négociations du 5 janvier étaient bidon. Ils acceptèrent d'y participer, mais seulement en tant que partie intégrante de leur plan secret et pour faciliter le déclenchement d'une occupation efficace de l'usine.

L'OCCUPATION:

Puis vint le grand jour. Les stewards principaux se réunirent avec la direction menée par Monsieur Karne. Il avait été envoyé pour s'opposer à tout compromis sur la proposition de fermeture de l'usine le 31 mai. On nous dit que dans une dernière tentative de négociation avant l'occupation, les shop-stewards avaient demandé à la direction le 4 janvier, de reconsidérer sa proposition.

A l'ouverture des négociations, les stewards proposèrent d'ajourner la réunion 15 minutes pour permettre aux directeurs de prendre en considération une discussion sur les emplois futurs et non pas sur la fermeture. Un peu plus tard, les directeurs proposèrent de retarder de 26 jours le transfert du matériel mais ils ne voulurent rien savoir sur le préavis de licenciement des 61 ouvriers à dater du 28 janvier. Pendant ce temps les ouvriers de l'usine avaient commencé à bouger. Les stewards restés dans l'usine, avaient donné le signal pour la marche sur le bâtiment administratif, ceci étant prévu et arrangé auparavant avec les stewards qui "négociaient". Les ouvriers se sentaient entièrement dans leurs droits.

Environ 300 ouvriers se dirigèrent vers l'entrée principale où ils demandèrent et obtinrent les clés passe-partout de l'usine. Les clés en mains,

les ouvriers avaient libre accès à toutes les parties de l'usine. Ils occupèrent la cantine et envahirent la salle du conseil. Ils tapaient des pieds dans les couloirs et dans les escaliers en hurlant des slogans, lorsque le Convenor, Jack Spriggs, au nom de tous les syndicats représentés et de tous les ouvriers de Fisher-Bendix demanda à Monsieur Sydney Karne, et aux autres directeurs, de quitter les locaux de l'usine.

Ceux-ci protestèrent qu'ils ne pouvaient pas partir sur le champ. On leur répliqua qu'ils avaient dix minutes pour s'en aller sinon les stewards ne répondaient pas de leur sécurité. Ils s'exécutèrent alors immédiatement, et sortirent sous une avalanche de cris de toutes sortes de la part des ouvriers. Les ouvriers contrôlaient Fisher-Bendix, l'occupation était commencée.

Tout travail s'arrêta dans l'usine. Les ouvriers furent rejoints par les employés qui avaient occupés, comme prévu, le bâtiment administratif. Les membres des 6 syndicats étaient à présent réunis dans une action qui servait leurs intérêts communs. Les différences qui avaient été cultivées et utilisées à la fois par les patrons et les syndicats pour diviser les ouvriers semblaient avoir disparues. Du moins, ce fut notre impression 7 jours après l'occupation.

Dès le départ des directeurs, un plan fut élaboré pour contrôler toutes les entrées et tous les points stratégiques de l'usine. La presse, la radio et la T.V. furent alertées. Ensuite tous les ouvriers qui étaient dans l'usine se réunirent en assemblée générale.

Une résolution prise à l'unanimité entérina l'action qui venait d'être menée et appela au maximum d'efforts pour continuer l'occupation. Il n'y eut aucune abstention lors du vote. Un ouvrier nous dit qu'il avait mal au bras à force de le lever sans arrêt pour que les photographes puissent prendre de bonnes photos. De bons rapports furent établis avec les reporters de la presse et de la T.V. Ces derniers expliquèrent aux ouvriers qu'ils raconteraient les événements tels qu'ils les avaient vus mais que les ouvriers ne devaient pas être surpris si ces reportages ne leur étaient pas d'un grand secours. Certains reportages seraient même déformés et deviendraient faux et hostiles aux ouvriers. Ils feraient de leur mieux, mais les ouvriers ne devaient s'attendre à aucun soutien ou secours de la part de la presse, radio ou T.V. qui étaient contrôlées par le même genre d'individus que ceux contre lesquels ils se battaient. Après s'être occupés des aménagements de sécurité, les ouvriers s'occupèrent de l'organisation des comités pour prendre en charge les différents aspects de l'occupation.

Parmi ces comités, il y en avait un qui arrangeait un roulement d'heures de présence. Il y avait 4 équipes qui feraient 6 heures chacune pour que l'usine soit occupée 24 heures sur 24. Il y eut deux équipes spéciales pendant le jour pour ceux qui, comme les mères de jeunes enfants, ne pouvaient pas faire l'équipe de nuit. Un autre comité prit en charge les commodités. Il s'occuperait de la nourriture, etc., et des loisirs, et d'autres moyens d'utiliser le temps disponible aux ouvriers pendant l'occupation. La cantine qui, auparavant était gérée par une firme extérieure, fut abandonnée par cette firme. Les ouvriers prirent la relève. Il semble qu'il y ait eu immédiatement une nette amélioration dans le service qui était à présent géré par les mécaniciens.

Evidemment, il y avait un comité responsable des finances. Au moment de la rédaction de ce texte, la caisse de l'occupation avait déjà 2000 livres (2,6 millions A.F.). Ce comité était responsable des collectes et l'argent commença à arriver dès le début. Les filles des bureaux aidaient en envoyant des remerciements pour les donations, etc.. Tom Staples était trésorier. Il nous dit qu'un prêtre catholique, qui voulait rester anonyme leur donna 5 livres (7000 A.F.) Beaucoup de gens du coin, y compris des retraités et des organisations locales contribuèrent. Ce comité, avec le comité principal d'occupation, s'occupait des questions financières des ouvriers qui ne touchaient pas de salaire, ni d'indemnité de chômage, et n'avait aucun autre revenu. Ils prirent contact avec le Claimants' Union (sorte d'Association de défense) pour trouver un moyen de toucher des allocations chômage ou autres, le plus tôt possible. En plus l'argent venant du soutien attendu d'autres ouvriers serait redistribué.

Un autre comité s'occupait de la publicité et des liaisons avec les autres usines et organisations. Les gars se rendaient en personne à ces usines pour rencontrer leurs supporters potentiels. Pendant notre visite, des camarades de Big Flame (Groupe autonome de la région de Liverpool qui se met à la disposition des ouvriers en lutte - voir la grève de Pilkington -Lutte de classe- sept-oct. 70- Colin, 75 rue St Antoine, Paris 4è), travaillèrent avec du matériel pour faire des affiches. Le journal Liverpool Free Press avait déjà produit un supplément spécial le 9 janvier expliquant la situation et appelant à la solidarité. Nous avons utilisé leur récit pour l'arrière plan historique de l'affaire.

Les ouvriers de Kirkby étaient en contact étroit avec les autres usines du trust Thorn. Celles-ci étaient représentées dans un comité unique (Combine Committee) représentant plus de 20.000 ouvriers. Les dockers et ouvriers de transport furent contactés pour imposer un black-out total sur les produits Thorn. La branche de A.U.E.W. (Amalgamated Union of Engineering Workers- syndicat des ouvriers des industries mécaniques) de Merseyside a déclaré son soutien à l'occupation par une grève de solidarité d'un jour pour tous les membres de Merseyside. Jack Spriggs déclara: " la grève de 9 semaines nous a convaincu que Thorn pouvait être vaincu. Nous avons cette fois adopté une autre méthode de lutte contre la Compagnie. Nous la combattons de l'intérieur".

Tom Staples qui est par ailleurs le secrétaire du Trades Council (1) de Huyton, Kirkby, et Prescott, et Trésorier du Comité d'occupation, nous dit: " le Trades Council soutient pleinement notre occupation et a l'intention de mobiliser d'autres usines de la zone industrielle de Kirkby dans des grèves périodes de soutien et des piquets de grève en masse. C'est surtout le soutien local et régional qui est important dans l'immédiat".

Archie Breeden, shop steward principal du E.T.U. (2) ajouta: " Nous avons pris de nombreux contacts dans tous les secteurs de l'empire Thorn. Notre politique, comme avec les autres usines, est de combattre les licenciements et de maintenir le niveau des salaires et des conditions de travail. Nous faisons appel à tous ces ouvriers et nous en attendons un soutien massif."

En plus des trois syndicats dans l'usine (A.U.E.W, Transport and General Workers Union et E.T.U.) les syndicats des employés (A.S.T.M.S., D.A.T.A., et C.A.W.U. (3) ont agi ensemble pour occuper le bloc administratif.

LE RENFORCEMENT de l'OCCUPATION

Une des premières décisions de l'occupation fut de transférer toutes les pièces détachées et les stocks du dépôt Fisher Bendix Moorgate Road qui dessert une grande partie du Nord-Ouest à l'usine principale occupée de South Boundary Road. Là ils grossirent le stock déjà existant de radiateurs et radiateurs à accumulation (le tout valant un peu plus de 300 millions A.F.), une bonne douzaine de semi-remorques neufs pour livraisons et autres camions, sans parler du matériel de l'usine estimé à plus de 2,5 milliards. On voit à présent comment l'occupation renforçait la position des ouvriers dans la discussion d'un accord.

La presse fit son numéro en criant au "pillage et au vol". En fait, le déplacement des stocks était une des suggestions principales dans les propositions syndicales du 7 décembre. A savoir:

- "point 3: transfert de tout le département des pièces détachées, main d'oeuvre et matériel à Fisher-Bendix (Kirkby) de Moorgate Road (Kirkby).
- "point 4: Fisher-Bendix sera désormais le centre de stockage et de distribution de tout matériel Bendix en Grande-Bretagne comme à l'étranger".

Tout ce que les ouvriers avaient fait, ce n'était qu'appliquer les revendications syndicales précédentes. La véritable raison de la réaction violente des patrons était que ça n'était pas resté lettre morte sur un bout de papier. C'était devenu une réalité vivante à cause de l'action directe des travailleurs.

La déclaration publique de Thorn était menaçante: "Nous n'hésiterons pas à prendre les mesures appropriées pour protéger nos intérêts". De toutes façons, comme les ouvriers le soulignèrent, cela n'avait rien de nouveau: "c'est exactement ce qu'ils n'ont pas cessé de faire depuis des années. Tout ce qui les intéresse c'est le maximum de profits sans s'occuper des conséquences sur les ouvriers et leurs familles".

A présent, les ouvriers commencent à se rendre compte que les mesures appropriées pour eux c'est l'action directe. Et comme nous le disaient les gars qui nous faisaient visiter l'usine: "s'ils veulent entreprendre quoi que ce soit, qu'ils le fassent, mais ils auront tous les gars sur le dos". Et ce disant, il pointait dans la direction de la ville de Kirkby et de la Merseyside en général.

Les travailleurs de Fisher-Bendix ne sont que trop conscients des interventions possibles de la police et autres. A l'intérieur des deux portails massifs ils ont érigé d'imposantes barricades d'acier qui prendront un certain temps à remuer. En plus, nous avons vu deux belles lances d'incendie qui pointaient non pas vers les bâtiments (bien qu'il eût été aisé de les tourner de ce côté) mais vers les portails, ce qui en dit long sur les intentions des ouvriers en occupation. Bien d'autres préparatifs (que pour des raisons évidentes il est impossible de décrire ici) avaient été faits pour contrer toute tentative de démanteler certaines parties de l'usine ou de reprendre l'usine de force aux ouvriers.

D'après le Liverpool Free Press (9 janvier 1972) un appel a été lancé à tous les acheteurs de bo-

cotter tous les produits domestiques Thorn et leurs détaillants. Ceux-ci comprennent:

- radio et T.V.: Ferguson, H.M.V. (La Voix de son Maître), Ultra Baird, Marconiphone.
- locations d'appareils: Radio Rentals Ltd, Domestic Electric Rentals Ltd, Multi Broadcast (Multi Emission) Rentals Ltd, et Home Rentals Ltd (Rentals = locations)
- les lampes de radio et tubes cathodiques Thorn pour appareils ménagers: vendus sous les noms de marque "Mazda" et "Brimar".
- éclairage: produits Mazda et Atlas.
- appareils ménagers: cuisinières- réchauds à gaz et électriques Tricity, Main, Moffat, Kenwood.
- chauffage central: Thorn Heating Ltd.

LES LUTTES CONTROLÉES PAR LA BASE

On nous a souvent dit pendant notre visite que cette lutte est considérée par les travailleurs de Fisher Bendix comme une partie intégrante de la lutte des classes dont ils ne sont qu'une partie. Ils savent que leur effort magnifique, seul, n'est pas capable de leur assurer la victoire. Ils se rendent compte de l'importance de la liaison de leur action avec celles d'autres ouvriers d'autre part.

Les ouvriers de Fisher Bendix nous ont dit qu'il ne suffisait pas d'abandonner simplement l'usine comme autrefois. Il était de loin préférable de lutter à l'intérieur. D'abord on a plus chaud en hiver. Et puis de l'intérieur c'est plus facile de repousser les jaunes. De plus en plus d'ouvriers sont prêts à contester le droit des propriétaires privés à conserver un contrôle physique sur les moyens de production. C'est un moyen très efficace de lutter pour des revendications à court terme. Mais cela a aussi des implications profondes importantes. Il devient de plus en plus évident que ce système basé sur l'enrichissement d'une minorité au profit d'une majorité doit être contesté et attaqué à ses racines. Ceux qui travaillent devraient aussi prendre les décisions.

Nous traversons une période où les gens ordinaires montrent à tout le monde par leurs actions qu'ils sont tout à fait capables de gérer eux-mêmes leurs propres affaires. La solution alternative à la dépendance envers ces chefs qui s'imposent à la majorité c'est l'autogestion. Le genre de lutte qui se développe à présent rendra impossible de crier "on nous a vendus". Cela ne peut pas arriver si les choses sont fermement prises en mains par les travailleurs de la base dans l'usine et non pas laissées en proie aux chefs des syndicats ou des partis.

Les ouvriers développent eux-mêmes leurs propres méthodes de lutte et leur confiance en eux-mêmes. Ils montrent en pratique comment il est possible de résoudre les problèmes sur la base d'un système où les décisions sont prises démocratiquement. J'ai appris quelque chose de nouveau à Fisher Bendix. Nous avons demandé comment les décisions étaient prises, comment fonctionnaient les comités, quel était le rôle des syndicats dans tout ça.

On nous dit que les 6 syndicats engagés dans l'occupation avaient tous annoncé qu'ils soutenaient l'action, ceci au niveau local ou régio-

nal. Les bureaux nationaux s'en sont, jusqu'à maintenant, bornés à une prudente expectative, sans offre d'aide financière. Seuls quelques bonzes locaux aidèrent un peu - en fait, nous avons discuté avec l'un d'eux dans l'usine.

Le comité d'occupation était basé sur l'ancien comité des shop-stewards, représentant les ouvriers des différents syndicats. Mais à présent c'était un comité autonome avec de nombreuses additions destinées à gérer l'occupation en contact quotidien avec tous les travailleurs. C'est là le grand avantage d'une occupation. Il y a toujours des ouvriers sur place pour voir ce qui se passe. Ils peuvent constamment être consultés, ou intervenir s'ils pensent que c'est nécessaire. Dans la vieille méthode de la grève, les travailleurs restent chez eux en attendant des nouvelles du comité de grève, qui arrivent rarement directement. Cette situation fait souvent des ouvriers des victimes de la presse, radio et télévision. Par exemple, c'est ce qui s'est passé dans la grève des postes l'an dernier.

On nous dit que pour assurer une occupation active tous les ouvriers étaient encouragés à prendre part aux activités des différents comités en plus de leur activité dans les équipes. Aussi de nombreuses initiatives furent prises. De nouvelles idées émergèrent qui rapprochaient les travailleurs entre eux. Lorsque les lignes téléphoniques furent coupées, il ne fallut pas longtemps pour les faire reconnecter. Lorsqu'il y eut quelque inquiétude sur le ravitaillement en carburant pour chauffer les locaux, il fut évident que la compagnie ne risquerait pas de forcer les ouvriers à trouver d'autres moyens de se chauffer. Et les livraisons de mazout arrivèrent rapidement. La cantine était aussi un endroit où les ouvriers pouvaient exercer une véritable autogestion.

La plus importante des réponses fut celle donnée à notre question sur les assemblées générales. On nous dit que tous les participants pouvaient être présents et voter. Et en plus toutes les femmes et maris, enfants, frères, sœurs, oncles et tantes pouvaient être présents. N'étaient-ils pas impliqués dans la lutte? Pourquoi devraient-ils subir la pression de la presse et télévision pour réagir ensuite dans la direction opposée? Après la première assemblée générale de ce genre le 12 janvier, une femme qui précédemment était si hostile qu'elle avait dénoncé l'occupation à la presse, déclara qu'à présent elle soutenait complètement l'action des ouvriers de Fisher Bendix.

Je me sentis très humble. C'est ainsi qu'on apprend, à partir d'une pratique révolutionnaire à développer une théorie révolutionnaire.

QUELQUES CONCLUSIONS

Je ne veux pas faire ici une comparaison entre ce qui se passe à Fisher Bendix et les événements de Plessey ou de Mold (Flintshire). Le "work-in" à U.C.S. est encore quelque chose de différent. Mais tous ces événements ont quelque chose en commun. Tous représentent des tentatives différentes dans des circonstances différentes, de lutter contre des licenciements. Chaque expérience doit être examinée pour voir quelles leçons en tirer, et comment étendre l'expérience à d'autres situations.

Si les ouvriers occupent leur lieu de travail en

rapport avec des revendications de salaire ou de conditions de travail - et si cela se passe alors que les patrons veulent à tout prix continuer la production - cette méthode de lutte aura une signification différente des occupations purement défensives, comme les occupations contre les licenciements.

Les occupations ont aussi un objectif plus profond: celui de contester aux patrons leur droit de posséder et contrôler les moyens de production. En même temps, elles montrent que les travailleurs sont capables de gérer leurs propres affaires. Elles élèvent le niveau de conscience des ouvriers à travers leur sentiment d'être directement et collectivement impliqués dans la lutte. Enfin, elles posent en termes clairs les problèmes de l'autogestion.

Dans une discussion plus poussée sur les occupations, il faudrait aussi examiner le rôle à la fois des syndicats et des groupes "révolutionnaires" qui prêchent encore le besoin d'un parti d'avant-garde. Si une occupation est manipulée par ces individus, elle pourrait bien prendre une forme où les ouvriers se verraient nier leur droit de gérer leurs propres luttes. Dans de telles circonstances, une occupation ne résulterait pas nécessairement en une forme d'action plus avancée. Elle pourrait mener, sous une nouvelle forme, à une autre expérience désastreuse qu'on a tant vu dans le passé. Dans ces expériences, les ouvriers furent menés en bateau parce qu'ils s'en remettaient à des leaders professionnels et parce qu'ils continuaient d'accepter ces idées mêmes qui les tenaient en esclavage.

En présentant notre récit de la lutte à Fisher Bendix (comme celui des événements de U.C.S. et Plessey) nous voulons inviter tous ceux qui sont intéressés à examiner tous ces problèmes. Nous à Solidarity, nous encourageons les luttes contrôlées par la base et l'autogestion ouvrière en tant que base d'une société socialiste dans laquelle les gens géreront leurs usines et leurs bureaux et où les décisions seront passées sur la participation la plus large possible.

L'action des ouvriers à Fisher Bendix a réaffirmé un certain nombre de nos idées et nous a montré comment elles pouvaient être concrétisées. Les leçons de ces luttes dépassent de loin ce qui pourrait sortir d'une discussion. En donnant tout notre soutien et en appelant les autres à soutenir les ouvriers de Kirkby nous devons aussi prendre ce que leur lutte nous offre: un exemple vivant de courage, d'initiative et de bon sens dans la gestion de leurs propres affaires, et une leçon sur l'autogestion.

REFLEXION SUR LES OCCUPATIONS

Récemment, il y a eu des "sit-ins" et des occupations à Plessey, Allis-Chalmers et Fisher Bendix, et des tentatives à l'usine près du Don, B.S.A. et Standard Bottles. Les militants dans un grand nombre d'industries commencent sérieusement à penser à ce genre de tactiques et les occupations sont clairement à l'ordre du jour dans les luttes industrielles en Grande-Bretagne.

Ce développement est le bienvenu pour nous. Depuis que Solidarity existe (11 ans) nous avons cons-

tamment et activement lutté pour populariser cette forme de lutte. Les occupations peuvent être une tactique plus efficace que la simple grève par exemple dans une lutte pour des plus hauts salaires ou des conditions meilleures. Mais elles sont aussi un précurseur, bien que déformé à l'heure actuelle, des formes d'organisation industrielles et sociales qui pourraient exister dans une société d'autogestion, une société socialiste. Au centre de notre vision d'une telle société, il y a l'idée qu'il devrait exister des formes de contrôle social qui permettraient aux gens, individuellement et collectivement, de prendre des décisions qui affectent leur vie.

Par conséquent, des occupations doivent être gérées par la base. Il ne faut pas laisser les bonzes syndicaux dominer ces luttes. Leur rôle de briseurs de luttes autonomes de la base est un fait documenté de façon excellente. Harold Wilson architecte de l'Industrial Relations Bill, non plus ne peut être d'un grand secours. Il n'est vraiment pas nécessaire de passer encore par l'expérience d'un autre gouvernement travailliste pour

voir que le Parti Travailliste défend essentiellement les mêmes idées et intérêts que les Tory, ou pour tirer la conclusion que ce sont les travailleurs en lutte qui doivent contrôler eux-mêmes leurs luttes pour qu'un progrès quelconque puisse être fait.

Une occupation doit être contrôlée directement par les participants, non seulement dans son organisation interne, mais aussi dans ses rapports avec le monde extérieur. Par exemple les négociations doivent se faire directement entre la direction et les comités de base. S'en remettre "aux bons offices" des bonzes professionnels nationaux des syndicats, ou aux Harold Wilson de tout accabit, c'est courir au désastre.

Jusqu'à présent les "sit-ins" ont été contre des licenciements, et en fait contre la fermeture des usines concernées. Il n'y en a pas encore eu contre des conditions de travail spécifiques ou pour demander des augmentations de salaires. Dans un certain sens, ces luttes ne sont pas typiques et n'ont pas encore montré tout le potentiel de cette méthode. La lutte contre la fermeture d'une usine n'est une situation optimale pour aucune méthode de lutte. Dans ces circonstances, la contre attaque la plus importante des ouvriers est leur refus de laisser le patron démanteler et transférer les machines. Lorsque la direction a l'intention de fermer une usine et de mettre à pied la main d'oeuvre, il est peu probable qu'un arrêt de la production par occupation porte un coup sérieux à la compagnie, bien que cela puisse être embarrassant. Nous attendons avec impatience le jour où les ouvriers occuperont une usine où la direction veut à tout prix continuer la production.

Un des problèmes majeurs des occupations est qu'une sorte de mentalité "Maginot" a tendance à se développer. Les ouvriers considèrent l'usine occupée plutôt comme une forteresse assiégée que comme une base d'actions offensives. Trop souvent comme par exemple en France en 1968, des ouvriers ont été pris au piège dans les murs des ghettos qu'ils se sont eux-mêmes imposés et se sont trouvés complètement isolés des événements qui se passaient dans le monde extérieur, corrompu et pourri. Dans de telles circonstances, la direction laissera traîner l'occupation qui mourra d'isolement et de dé-

espoir. Cela sera toujours possible à moins que les ouvriers des usines occupées prennent une attitude beaucoup plus agressive et tentent d'étendre leur action aux autres usines de la compagnie et à toute la communauté extérieure. A Kirkby les gars ont fait preuve de

cette attitude offensive. Des signes indiquent que la direction (qui est activement opposée à l'organisation à la base) pourrait tenter de reprendre l'usine par la force.

Un des mythes sur les occupations, c'est qu'elles ne peuvent se produire que dans les usines les mieux organisées. Ce n'est pas du tout le cas, et les occupations massives aux U.S.A. dans les années 30, et plus récemment sur le continent, sont là pour le prouver. Nombre de ces occupations victorieuses ont eu lieu dans des usines très mal organisées. L'occupation de l'usine ouvrière clef (4) d'un complexe permet aux ouvriers de concentrer leurs forces et dans une large mesure cela résoud le problème des jaunes. Dans ce cas, l'initiative reste aux mains des travailleurs.

L'occupation peut et doit être utilisée de façon offensive. Un grand nombre d'industries (qui ne sont pas à la pointe de la lutte) reposent sur des facilités de production très concentrées, très chères et uniques. Elles sont très vulnérables à une campagne d'occupations. On peut nommer entre autres: l'industrie du verre, du caoutchouc, des fibres synthétiques, des raffineries de pétrole, la presse, certains secteurs de l'industrie alimentaire, et même les grands magasins ou les bureaux des sièges de différentes compagnies.

Les occupations récentes ont été relativement isolées et limitées. Le récit qui précède, par exemple, nous dit que la direction de Kirkby fut sommée de quitter les lieux en dix minutes. Dans de nombreuses occupations, en Italie et en France, les patrons s'estimeraient très heureux de s'en tirer avec un tel ultimatum. Dans de nombreux cas, ils ont été "détenus" dans leurs propres bureaux, parfois pendant de très longues périodes. Nous pensons cependant que les actions qui se sont développées jusqu'à présent sont seulement une étape embryonnaire de cette forme de lutte.

Il est important que les ouvriers des usines occupées utilisent les facilités qui sont à leur disposition pour remplir les besoins sociaux de la communauté environnante, par exemple, en offrant des salles de récréation, des facilités d'impression, de réparations de matériel, etc.. Si les ouvriers des services publics (comme les autobus) prenaient le contrôle de leur lieu de travail, ils pourraient essayer de faire un service de transport entièrement gratuit pour le public.

Pour que cette forme de lutte soit une véritable menace à ce système pourri, et pour qu'elle évite de se fossiliser, elle devra se débarrasser d'un bon nombre de tabous légalistes qui font partie de la scène industrielle traditionnelle. Les routines et priorités traditionnelles, qui plaquent le profit, propriété et pouvoir avant les gens, sont présentes dans toute notre société. Nous espérons voir changer les attitudes des ouvriers envers la propriété des patrons et disparaître leur réticence à changer les habitudes

et schémas en valeur avant l'occupation. Dans une occupation, les arrangements internes devraient tendre à satisfaire les besoins des occupants (et des ouvriers en dehors de l'usine) plutôt que les intérêts futurs des patrons.

La technique de l'occupation ne doit pas devenir une méthode qu'on n'utilise qu'en dernier ressort. Elle doit se développer à la fois dans sa forme, sa combativité et son envergure. Sans ce développement -et le développement parallèle de la conscience politique- l'occupation peut devenir stérile. Grâce à ce développement, beaucoup de choses sont possibles, et nous espérons les voir se produire.

APPENDICE

L'occupation de Fisher Bendix est maintenant terminée. En dépit de la situation presque désespérée dans laquelle ils se trouvaient, les ouvriers de Kirkby ont gagné la bataille: l'usine ne sera pas fermée. Les 600 ouvriers ne seront pas virés. Au moins, pas avant 1973. D'ici là on a le temps de voir venir. Mais la direction ne voulait recommencer la production que progressivement après l'occupation. Immédiatement les ouvriers menacèrent de tout recommencer et les patrons capitulèrent sur le champ.

Mais malgré cette victoire, et le bon enthousiasme de l'article, il y a quand même quelques traits négatifs que je voudrais souligner ici. Une dizaine de jours après avoir publié l'article sous forme de brochure, les camarades de "Big Flame" nous ont envoyé une lettre pas très cohérente qui attaquait notre récit de l'occupation. Je ne veux pas entrer ici dans des querelles de chapelles en relevant toutes les contradictions de leur lettre ni le genre d'inocties qu'ils ont publiées à propos de cette occupation. Mais ils ont fait certaines remarques valables à mon avis. Ils ont souligné, ce que le texte ne fait pas assez explicitement, que l'organisation de l'occupation avait été entièrement préparée par les shop-stewards et les syndicats et avant l'action, les gars s'en étaient remis à eux.

Pendant l'occupation, la plupart des comités étaient animés par des délégués syndicaux et shop-stewards et le comité d'occupation lui-même qui prenait toutes les décisions importantes, n'était autre que l'ancien comité des shop-stewards inchangé. Il se peut que les décisions prises par ce comité représentaient les intérêts

des ouvriers. Il n'en reste pas moins, que mis à part l'enthousiasme des premiers jours, les assemblées générales devinrent très vite contrôlées, sinon manipulées, entièrement par le comité d'occupation et se caractérisèrent par une apathie remarquable. Les contacts avec l'extérieur aussi sont passés exclusivement par l'intermédiaire des délégués syndicaux.

On voit donc qu'en fait, peu a été fait pour favoriser le développement de l'action autonome de la masse des ouvriers, non pas nécessairement à cause des personnes qui étaient dans le comité d'occupation (5) mais bien à cause des structures traditionnelles qui ont été conservées dans l'organisation de l'occupation. Bien que

L'occupation ait abouti à une victoire des ouvriers de Fisher Bendix, l'action ne s'est pas développée autant qu'on aurait pu le penser, parce que les ouvriers ne se sont pas donnés de structures radicalement nouvelles pour développer une forme de lutte radicalement nouvelle.

Les résultats qu'on obtient (et leur signification) à court et long terme seront toujours à l'image des moyens qu'on se donne pour les obtenir.

Néanmoins, ce n'est pas parce qu'une lutte est menée par les shop-stewards -ou même par les syndicats- qu'il faut nécessairement la condamner. En effet, il y a des luttes très radicales et militantes qui sont menées par les syndicats. Fisher Bendix en est un exemple, la grève des mineurs en est un autre. Ce qu'il y a de très critiquable dans ce genre de lutte c'est que les renforts de la mystification des ouvriers et des autres, et leurs illusions dans les appareils syndicaux et politiques. Comme ces luttes ne se développent pas, les méthodes ne se développent pas et la conscience des participants ne se développe pas autant que lorsque les ouvriers prennent les choses entre leurs mains, sans s'en remettre à une quelconque autorité.

histoire d'Écossais (suite du N° 115-116)

C'est le 28 février que s'est ouvert à la Haute Cour de Glasgow (l'équivalent d'une Cour d'assises en droit écossais), le procès des maoïstes du Workers' Party of Scotland: (Parti ouvrier d'Écosse). Le W.P.S. groupuscule maoïste centré sur Glasgow et Edimbourg, a été fondé il y a 6 ans par Tom Murray, un fonctionnaire retraité, qui, âgé maintenant de 71 ans, en est le secrétaire général.

Le W.P.S. qui semble regrouper une soixantaine de militants (ce qui est moins dérisoire qu'il paraît, si l'on se rappelle que la population de l'ensemble de l'Écosse ne dépasse guère 5 millions d'habitants..) possède une librairie à Glasgow, Vanguard Books, où furent trouvés le 20 décembre 1971 des armes et de l'argent et outre la vente des œuvres de Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao, Enver Hodja (pour Murray "l'Albanie est le modèle de la République d'Écosse"), etc.. publie les œuvres du marxiste écossais des années 20: John Mac Lean.

En 1969, l'un des inculpés s'était présenté à une élection législative partielle dans les Gorbals, le quartier le plus pauvre de Glasgow, comme candidat du parti, recueillant 72 voix.

Les prévenus: Matthew Lygate, 34 ans, tailleur et Président du Workers' Party of Scotland (le candidat malheureux de 1969, c'est également le directeur de l'organe du parti Scottish Vanguard); Colin Lawson, 35 ans, infirmier des hôpitaux psychiatriques et trésorier du parti; William Mac Pherson, 31 ans un travailleur du bâtiment, vice-président du parti; et Ian Doran, 23 ans, un repris de justice, dont l'association avec les trois autres date d'avril 1971.

Mac Pherson, Doran, Lygate et Lawson, furent convaincus de participation à une ou plusieurs attaques à main armée, dont furent l'objet, entre le 17 juin et le 17 décembre 1971, 4 banques et un magasin de Glasgow, les sommes volées se montant à un total de 22.100 livres sterling, dont 10.000 furent retrouvées.

Mac Pherson fut acquitté d'un vol de 5.493 livres sterling, commis précédemment dans un dépôt des Chemins de fer britanniques.

(1) Genre de Comité local ou régional auquel les différents syndicats peuvent s'affilier. La plupart le font généralement. C'est différent du I.U.C. Bien que les Trades Councils y soient aussi affiliés.

(2) Electrical Trades Union (Syndicat de l'Industrie électrique)

(3) ASTMS: Association of Scientific Technical and Managerial Staff (syndicat de cadres)
UATA: Draughtsmen Union (dessinateurs)
CAWU: Clerical and Administrative workers Union (syndicat d'employés)

(4) par ciel j'entends une activité dont dépend un complexe industriel pour un bon fonctionnement de la production. Par exemple une usine qui fabrique des pièces nécessaires à toute une série d'autres usines. Pendant les occupations des usines automobiles aux U.S.A. dans les années 30, les ateliers de presse étaient la cible favorite.

(5) bien que plusieurs d'entre elles soient au P.C. et aient fait des déclarations assez ambiguës pendant l'occupation.

Le silence assourdissant observé par la presse, le radio, etc.. ne devait être rompu que le 26 mars, par le Sunday Times, après la fin du procès. Sauf dans la presse locale écossaise évidemment, qui s'en est donné à cœur joie. Inévitablement, on appela l'inspirateur du parti "l'anarchiste John Mac Lean"; cependant que le Daily Record affirmait que Matt Lygate était entré en rapport avec les guérilleros palestiniens, le groupe gauchiste irlandais Saor Eire (Irlande Libre) -qui s'est rendu célèbre par des attaques de banque- et.. le gouvernement chinois.

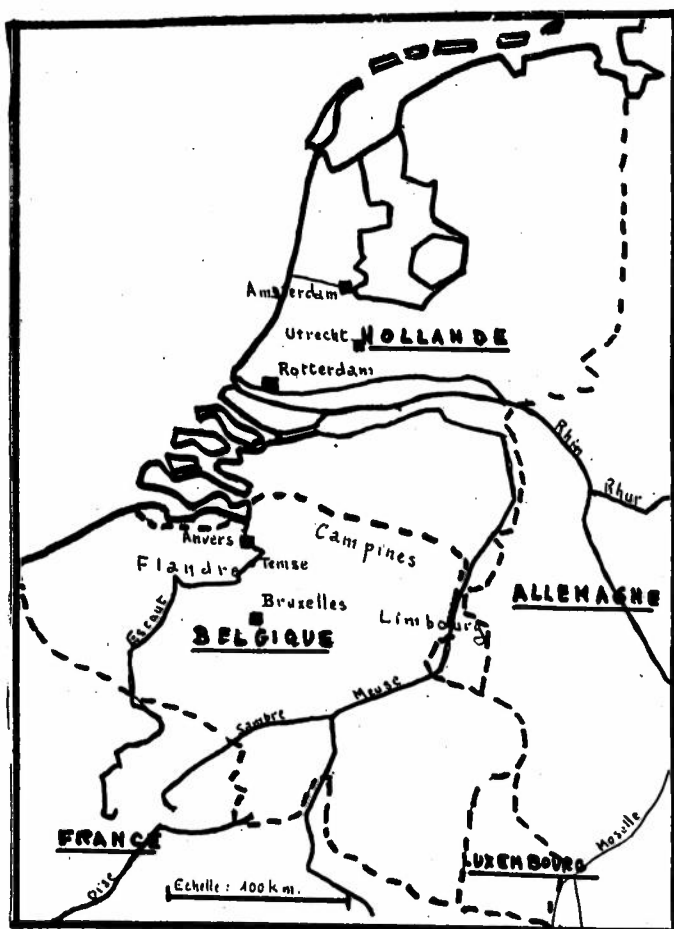
Certains aspects pour le moins curieux apparurent. C'est ainsi qu'un étudiant de 20 ans Steven Niven, membre du Comité Central du Parti, aurait alerté dès février 1971 le C.I.D. (Criminal Investigation Department: la police judiciaire) de Glasgow et la presse, des projets qu'entretenaient certains de ses camarades: 2 journaux publièrent même à l'époque des articles sur la question. Cependant, d'après la police, il ne fut pas cru, et c'est un coup de téléphone anonyme, le 18 décembre qui aurait finalement mis le C.I.D. sur la bonne voie.

Quoi qu'il en soit, le juge Lord Dunpark condamna Mac Pherson à 26 ans de prison ferme (la peine la plus lourde jamais prononcée en Écosse), Doran à 25 ans, Lygate à 24 ans et Lawson à 6 ans.

Rappelons que les auteurs de l'attaque du train postal, il y a 10 ans, furent condamnés à des peines de l'ordre de 30 ans, ce qui provoqua alors un tollé général (à juste titre), dans l'opinion "libérale", qui n'a pas jugé bon de s'émouvoir pour cette affaire peut être parce qu'elle n'a pas bénéficié(?) de la publicité habituelle?

En tout cas, voilà qui présage mal pour les 8 inculpés accusés d'avoir participé à la Brigade de la Colère, dont le procès doit s'ouvrir à Londres, le 6 juin.

Plus que jamais le pouvoir veut démontrer que l'illégalisme ne paie pas...



hollande

greves dans la métallurgie

LES OUVRIERS PEUVENT FAIRE CE QUE LES SYNDICATS NE PEUVENT PAS FAIRE.

En Hollande, 1971 se termina d'une façon qui fut plus ou moins symptomatique pour les événements à venir. L'avant-dernier jour de l'année à Rotterdam, Monsieur Backx, grand patron et président de l'Union Nautique-Sud (organisation patronale des transporteurs du port) recevait à l'occasion de son départ en retraite. Parmi les centaines de personnages officiels qui venaient lui rendre hommage, se trouvait aussi le bureaucrate syndical W. Hulsker, président de la Fédération des Ouvriers du Transport - tendance travailliste - c'est-à-dire : le syndicat des dockers. En présence des journalistes et des photographes, qui ne manquèrent pas de rapporter les faits par l'écrit et par l'image, il déclara en serrant amicalement la main de Monsieur Backx que celui-ci au cours des 18 années passées fut "son ami spécial et respecté". " Si nous nous rencontrons autour du tapis vert des pourparlers qui déterminent le montant des salaires", ajouta-t-il, "il apparaît à des spectateurs qui ne sont pas nourris dans le sérail que nous sommes de grands adversaires qui se combattent avec beaucoup d'acharnement. Mais voilà des apparences qui sont trompeuses. En réalité, il ne s'agit que de comédie, de théâtre que nous faisons pour les besoins de nos deux bases respectives: les membres du syndicat et les membres de l'organisation patronale".

Ce que le citoyen Hulsker donnait là, avec des mots directs, dont avant lui jamais un chef syndical n'aurait osé se servir, c'était une caractérisation du travail syndical à laquelle on peut souscrire mot à mot. Quelques semaines à peine après cette allocution, ce fut un autre syndicat - le syndicat des métallos - qui montrait clairement comme les paroles de Monsieur Hulsker étaient bien vraies. En Hollande on arrivait à une reprise de ce théâtre auquel Monsieur Hulsker s'était référé.

Au début de l'année 1972 se terminaient en Hollande les conventions collectives de la métallurgie. Des difficultés autour de leur prorogation avaient déjà débuté à l'automne. Il régnait depuis le mois de novembre dans ce secteur dominant de l'industrie, une agitation nerveuse. Le spectre d'une répétition des "événements de Rotterdam de septembre 1970" - mois de la grande grève sauvage des dockers (voir ICO N° 97-98-99-oct.nov.1970) s'installait dans tous les bureaux syndicaux.

Confrontés avec une régression économique, les patrons n'offraient qu'une augmentation de salaires très modeste que les syndicats n'osaient pas accepter trop vite à cause de la menace d'un mécontentement profond de leur base. Les négociations furent, pour cette cause-là, plus dures que d'habitude.

A un certain moment, dans la première moitié de janvier, le syndicat protestant et le syndicat

catholique signèrent un accord que le syndicat travailliste, plus exposé qu'eux à la critique des non-syndiqués, ne voulait pas accepter. Le samedi 15 janvier, le syndicat travailliste appelait ses délégués syndicaux à un grand meeting à Utrecht; ils furent harangués par leur Président Arie Groenevelt qui leur promit de se comporter aussi fermement que possible et qui s'écria, salué par des acclamations tumultueuses " on se retrouvera sur les barricades".

Voilà pour le théâtre: Il fut compris par les travailleurs de la métallurgie tout autrement qu'il fut entendu par le syndicat. Deux jours après, directement après le week-end, dans la matinée du mardi 18 janvier, les ouvriers du chantier naval Gusto à Schiedam (directement à l'ouest de Rotterdam) débrayèrent. Le bureaucrate syndical, W.F. Thyssen fut tout de suite délégué vers cette entreprise pour dire aux travailleurs qu'une grève "prématurée" n'était pas l'intention du syndicat. " Il ne fallait pas", disait-il, "s'exposer trop tôt aux contre-mesures du patronat. Il fallait au contraire se préparer dans le silence à une guerre contre celui-ci."

Pour des oreilles naïves, le mot "guerre" n'était pas mal placé. Le président du syndicat, Arie Groenevelt lui-même, s'en était servi dans son grand discours à Utrecht. Interrogé par un journaliste de la télé qui lui demandait son "plan de campagne", Groenevelt répondait: "Je ne peux rien dire. Qui va à la guerre ne doit pas informer l'ennemi. La métallurgie verra assez vite où nous attaquerons".

Pendant les trois semaines qui suivirent on ne vit rien du tout. Les grandes entreprises de la métallurgie et le patronat en général se préparaient à la bataille. Ils le disaient ouvertement et on pouvait le lire dans tous les journaux. Le syndicat les laissa faire. Même pour un enfant il est simple et clair qu'il vaut mieux attaquer un ennemi le plus tôt possible et sans lui laisser finir ses préparations et sa mobilisation. Le syndicat des métallos ne voulait pas respecter ce principe fondamental de la stratégie. Le syndicat, qui avait brandi la menace de "l'arme dernière" hésitait, parce que selon son vrai caractère, il ne voulait pas s'en servir.

En même temps, le spectre d'une reprise des "événements de Rotterdam" (en 1970) devenait de plus en plus réel et vivant. Les ouvriers montraient leur impatience. Dans une réunion syndicale à Rotterdam, un métallos se levait en demandant aux bureaucrates: "Merde, quand vient-il le moment où je pourrais débrayer?". Il n'était pas le seul qui posait cette question brûlante. Alors la position du syndicat devenait chaque jour plus pénible. Il ne savait plus qu'elle perspective était la plus mauvaise: la "guerre" annoncée pour aucune autre raison qu'impressionner en même temps les ouvriers et les patrons, ou de l'autre côté, un mouvement de grève, échappant à son contrôle selon le modèle "Rotterdam".

Dans cette situation critique, le syndicat fit une démarche, qui était en pleine contradiction avec la "sagesse" montrée par le président Groenevelt à Utrecht. Le syndicat des métallos tout à coup annonça publiquement son plan de campagne; il adressa à trois chantiers navals de la zone industrielle de Rotterdam un "dernier avertissement": "vous aurez la grève chez vous si vous n'acceptez pas avant 3 fois 24h une augmentation

des salaires et une amélioration des vacances comme nos membres le demandent." Avant le premier coup de fusil, tout le monde savait où le mouvement syndical se proposait d'attaquer.

Les patrons- avec leurs préparatifs terminés à ce moment là- réagirent immédiatement. Sans attendre l'attaque, ils lancèrent leur contre-attaque. Ils demandèrent tout de suite l'intervention du juge. Même avant l'expiration de l'ultimatum, il y eut un procès en référé devant le président du tribunal d'Amsterdam, Stheeman. Celui-ci décida que la grève annoncée par le syndicat des métallos était illégale. Avec cette décision, c'est le syndicat de sa position dangereuse. Tout à coup le syndicat avait un prétexte pour renoncer à la guerre, un prétexte qui lui permettait de garder son visage. Plus besoin de réprimer la combativité ouvrière, plus besoin de fâcher les patrons avec une petite comédie de grève. Le danger de tomber de Charybde en Scylla avait disparu. On pouvait dire tout simplement aux ouvriers: " nous le regrettons beaucoup, mais nous ne pouvons pas faire la grève; c'est pas notre faute; c'est le juge qui l'a défendu".

Mais le juge Stheeman pouvait bien sauver le syndicat, il ne pouvait pas éviter à la métallurgie hollandaise les perturbations de la lutte. Si le syndicat, organisation officielle intégrée dans la société capitaliste et soumise à ses lois, n'était plus capable de lutter (qu'en réalité elle ne voulait pas du tout), les ouvriers montraient spontanément qu'ils peuvent faire ce que les syndicats ne peuvent pas. Presque au même instant que le juge Stheeman prenait sa décision, la lutte dans la métallurgie éclatait avec toute sa violence.

Le lendemain de la Journée du procès, l'industrie se voyait confrontée avec la lutte autonome des travailleurs: 40.000 métallos débrayèrent. En quelques jours, un demi-million d'ouvriers étaient en grève. Directement, dès le premier jour, les métallos soulignaient le caractère spontané de leur lutte, dirigée par des comités de grève, formée par la base. " Nous nous fichons du président Stheeman et de ses lois capitalistes. Qu'il aille se faire foutre. Qu'est-ce qu'il pense? Que c'est lui qui peut décider de ce que nous faisons, oui ou non? Il se trompe fortement. C'est nous-mêmes qui décidons s'il faut lutter. Aux chloottes le syndicat et son respect pour les lois qui se dressent contre nous. Aux barricades, on nous a dit! Bon, c'est le juge qui a donné le signal, et nous voilà!". Voilà presque textuellement ce que un ouvrier de la base disait à un journaliste de la radio (l'auteur de cet article a cette violente attaque enregistrée sur une bande).

Une fois la grève commencée, on put observer une chose remarquable et significative. Bien que la lutte soit "sauvage" et que le syndicat s'abstint complètement de toute sorte de soutien, soit financier, soit moral, le gouvernement et le patronat ne commencèrent pas à discuter avec les comités de base, ils commencèrent à discuter avec les trois syndicats de la métallurgie. Aux trois syndicats, les autorités demandèrent de mettre fin à une grève dans laquelle ces syndicats n'avaient aucune responsabilité. Et les syndicats ne répondaient pas: " Messieurs, vous vous adressez à la mauvaise porte. Ce n'est pas nous qui avons proclamé cette lutte. Vous êtes au courant sans doute de la décision du juge Stheeman?" Non, malgré tout, les syndicats prenaient la position

comme s'ils pouvaient parler au nom des ouvriers en lutte.

Les patrons d'abord, des intermédiaires après, faisaient comme eux pour des raisons bien compréhensibles et pas du tout secrètes. Il y a douze ans que, pendant une grève sauvage dans les transports publics, un gouvernement hollandais, avait à un certain moment l'intention d'entamer des pourparlers avec le comité de grève de la base. Le mouvement syndical protestait et intervenait. Si, disait-il, le gouvernement prend

contact directement avec le comité de lutte, il se dresse contre le mouvement syndical et il porte un coup dangereux à son prestige aux yeux de tous les travailleurs, chose qui ne peut se diriger que contre le gouvernement lui-même et contre l'ordre des choses actuel. Les grévistes une fois reconnus de cette façon, dépasseront le mouvement syndical à chaque instant, et constitueront une menace énorme pour notre société. Le gouvernement effrayé, recula subitement, et depuis ce temps là, jamais les autorités n'ont affronté les syndicats d'une telle manière.

De plus, pourquoi les patrons ne discuteraient-ils pas avec les syndicats? Ils ne se laissent pas duper par le "théâtre" du Monsieur Groenevelt et sa "déclaration" de guerre. Ils savent très bien que dès le moment où les ouvriers se battent, les syndicats et spécialement les syndicats qui apparaissent comme les plus radicaux, sont leurs meilleurs alliés.

Des pourparlers, ce fut le mot d'ordre et les trois syndicats y participèrent. Tandis que les métallos continuaient leur lutte, tandis que dans la zone de Rotterdam des chantiers navals furent occupés, les réunions des syndicats et des patrons, présidées par des intermédiaires et des arbitres officiels, cherchaient une "solution". A un certain moment, le président du syndicat travailliste, Monsieur Groenevelt, déclara qu'il acceptait par avance toute solution que l'arbitre officiel proposerait. Vis à vis des membres

de son syndicat, il fut obligé de s'excuser pour une telle décision, prise sans délibération avec les syndiqués. "Une telle attitude", écrit-il hypocritement dans l'hebdomadaire de son syndicat "WIK", numéro du 23 février, "ne correspond pas à nos habitudes. Mais délibérer avec la base était absolument impossible, par la pression des événements et parce qu'il s'agissait d'une décision qui devait être prise sans aucun retard". Et pourquoi donc cette hâte, demandera-t-on? On peut lire la réponse dans le même numéro de l'hebdomadaire syndical. "Il fallait, écrit le noble président du syndicat, mettre de côté toutes les règles de la démocratie syndicale pour une chose extrêmement importante, à savoir la nécessité de mettre fin à ce conflit dans la métallurgie".

On voit bien dans cette phrase, publiée dans son journal syndical, que le noble président Groenevelt ne se gêne pas du tout. Et comment donc! L'idée simple qu'une grève spontanée, déclenchée et organisée par les ouvriers eux-mêmes ne peut être terminée que par les ouvriers en question, ne lui venait pas à l'esprit. Pour lui, comme bureaucrate syndical, il existe une autre vérité, une autre réalité que pour les travailleurs.

Juste au moment où l'arbitre officiel publia ses conditions, le président Groenevelt et son syndicat, proclamèrent la fin de la grève. Tout de suite furent organisées des réunions dans lesquelles les cadres syndicaux firent de leur mieux pour convaincre les ouvriers qu'ils avaient obtenu le maximum possible (plus ou moins ce que le syndicat travailliste avait demandé, un peu plus que n'accordait l'accord déjà signé par les syndicats protestants et catholiques). Sous la pression commune des syndicats, des patrons, du gouvernement et de la presse, les grévistes, qui en réalité avaient par leur lutte obtenu ce résultat, capitulèrent. A la fin du dernier acte de la comédie syndicale, le rideau se fermait. On était le 25 février.

belgique greves

Au cours des 10 dernières années, un grand nombre d'entreprises hollandaises ont établi des usines en BELGIQUE, attirées par les primes du gouvernement belge, et par les bas salaires dans certains coins arriérés de ce pays. Uniquement dans le Limbourg, ils ont installé déjà 45 ateliers de confection, branche rétrograde du capitalisme, qui emploie surtout des ouvrières, qui sont aussi en Hollande, payées au-dessous du S.M.I.G.

Dans un de ces ateliers - à la firme De Goede (bureau central à Rotterdam) le 29 novembre 1971, les 120 ouvrières débrayaient pour commencer une lutte militante qui durera jusqu'au 17 janvier 1972. La grève commença spontanément. En dépit du fait que les syndicats se placèrent presque immédiatement derrière les grévistes, l'action a gardé du début à la fin un caractère certain de spontanéité et des

traits qui ne correspondent pas au comportement syndical. Voilà pourquoi cette grève dans les Campines vaut la peine d'une petite analyse. Il y a aussi autre chose. L'action était pour ainsi dire exemplaire par le fait que, pendant la durée de la lutte, les revendications et les buts des grévistes se transformaient et s'élargissaient.

Pendant une dizaine d'années la résistance ouvrière en Belgique se développait d'une façon ou de l'autre. Ou bien les syndicats se déclaraient dès le début contre la lutte et persistaient dans cette attitude hostile, ou bien ils faisaient comme s'ils se plaçaient à la tête du mouvement avec l'arrière pensée et le seul but de l'étrangler aussitôt que possible. Dans le dernier cas la bureaucratie syndicale essayait de diminuer la tension, par exemple avec une grande marche à travers les

ues d'Hesselt, et ensuite elle manipulait avec des truquages bien connus, notamment l'escroquerie d'une grande réunion de "grévistés", dans laquelle les grévistes n'étaient pas admis, mais seulement ceux qui avaient la confiance des syndicats (1).

Les ouvrières de De Goede ont réussi à garder toutes les initiatives entre leurs mains, malgré l'intervention officielle des syndicats. L'idée par exemple d'aller à Rotterdam toutes ensemble pour y manifester devant le bureau central et y appeler à la solidarité de leurs collègues hollandaises, est typiquement une idée née dans des têtes prolétariennes, pas dans des têtes de bureaucrates. Autre exemple: les ouvrières en grève, celles qui étaient mariées comme les autres, furent aidées fortement par leurs maris ou leurs fiancés, qui se trouvaient avec elles devant la porte de l'usine et assistaient aux dures batailles avec le Rijkswacht (gendarmerie), batailles au cours desquelles les femmes se montraient d'ailleurs les plus furieuses et les plus audacieuses. Non seulement les maris et les fiancés étaient là, mais une bonne partie de la population de la petite ville ouvrière de Herk-de-Stad. Il est bien certain qu'elle n'était pas appelée au secours par la bureaucratie syndicale, qui aurait préféré sans doute arranger l'affaire toute seule et à sa manière traditionnelle et tranquille. Troisième exemple: pendant toute la durée de la grève, les ouvrières de De Goede ont insisté pour que les négociations avec la direction soient menées par les femmes elles-mêmes, revendication qui certainement ne peut pas être inventée par les syndicats.

Pour expliquer d'où sont venues les possibilités d'une telle position indépendante des ouvrières en lutte, il faut savoir que les femmes se montraient extrêmement inventives lorsqu'il s'agissait de trouver des moyens financiers de secours. Par conséquent, elles étaient moins dépendantes des caisses syndicales. Elles faisaient par exemple, assistées des hommes, des collectes à la sortie des églises; elles organisaient des bals, dont les bénéfices étaient destinés au fonds de grève. L'affluence y était sans doute considérable. Et pourquoi pas? C'était peut-être la première fois dans l'histoire qu'on pouvait aller au bal dans l'intérêt de la lutte de classe. Et qui ne veut pas, dans de telles circonstances, aller danser avec de belles grévistes, dont la plupart n'avait pas encore vingt ans?

Bien plus les femmes en grève s'adressèrent elles-mêmes directement au public, hors des syndicats et au moyen de tracts. Donc, si l'on veut définir le caractère de cette grève, il faut dire qu'elle n'était ni complètement autonome, ni complètement officielle, et ça montre que la réalité d'une lutte est loin de toutes sortes de schémas. Si l'on demande où il faut mettre l'accent, dans un tel cas, soit sur les phénomènes autonomes, ou sur les phénomènes officiels, il va de soi que ça dépend du développement de la lutte et des circonstances qui ne sont jamais semblables.

Dans le cas de cette grève, ce sont les caractères autonomes de la lutte qui ont dominé. Voilà pourquoi nous croyons que les femmes ont été victorieuses. La direction a cédé complètement; toutes les revendications ont été satisfaites. Juste au moment où les autocars pour

aller à Rotterdam avaient déjà été loués, la firme capitulait devant son personnel. Néanmoins les filles sont montées dans les autocars et sont allées en Hollande. Pas pour manifester, mais pour y fêter leur victoire et faire des courses. On nous a dit que leur moral était magnifique.

Nous venons de dire que toutes les revendications ont été satisfaites. Par une seule phrase nous avons déjà mentionné le fait que ces revendications n'étaient pas les mêmes qu'au début de la grève. Les filles débrayèrent parce que la direction leur refusait le droit de prendre les deux jours libres (hors des vacances) selon leur désir. Annuellement, il y a une kermesse à Herk-de-Stad. Mais juste à cette date on ne pouvait pas prendre de jours de congé. Il faut connaître le rôle important d'une kermesse dans la vie un peu grise d'une petite ville industrielle belge. Il faut être une jeune fille de vingt ans pour comprendre qu'un tel refus peut faire éclater une grève. Mais une fois en lutte, d'autres revendications éclataient: un traitement plus humain, et pas de ces sévices qui mettaient trop souvent les filles en larmes, un salaire de base plus élevé, des samedis libres, deux journées de vacances de plus, et encore deux jours extra; finalement, une amélioration de la classification du travail. Et pendant la lutte, comme souvent, ces autres revendications prenaient une plus grande importance que les revendications d'origine.

Au cours de la grève, le directeur De Goede a déclaré, à plusieurs reprises, que des "agitateurs révolutionnaires" étaient derrière toute l'affaire. Ce monsieur "bien informé" laissait tomber le nom d'un certain Flor Bleux. En réalité, ce Flor Bleux était fonctionnaire du syndicat chrétien (catholique) et lui-même doit avoir été stupéfait d'une telle accusation, qui est pourtant très intéressante parce que, involontairement, elle souligne le double caractère de la lutte que nous avons montré. Dans le cas d'une grève purement officielle, sous la direction d'un syndicat, la pratique du monsieur Bleux en faveur du patronat, aurait été tellement nette que l'idée de monsieur le directeur ne lui serait jamais venue.

Mais même dans les circonstances données, l'accusation était idiote. Les initiatives des ouvrières n'étaient pas du tout inspirées par un fonctionnaire syndical, quel qu'il soit. Il est vrai que l'organisation "Pouvoir Ouvrier" (2) dans les grèves précédentes, en Hollande et en Belgique, a vainement essayé de jouer un rôle. Pendant la grève à Herk-de-Stad nous assure une source belge qui sympathise avec "Pouvoir Ouvrier", et qui n'aurait pas manqué de mentionner son intervention, même la plus petite- "Pouvoir Ouvrier" n'a absolument rien influencé. Ce n'est pas "Pouvoir Ouvrier" qui peut revendiquer sa part dans la victoire, mais rien d'autre que le pouvoir des femmes qui luttaient ensemble et qui n'hésitèrent pas à prendre des mesures fermes contre six filles jaunes. Elles les attaquaient féroceement, bien qu'elles fussent protégées par la gendarmerie.

LUTTE DANS LES FLANDRES:

La deuxième grève en Belgique dont nous voulons parler ici, a éclaté dans les Flandres, région avec un tout autre climat économique que dans les Campines. Dans le Limbourg, le vieux capitalisme de jadis essaye de survivre. Près d'Anvers et Bruxelles, le capitalisme moderne se développe. Là, toujours dans n'importe quelles circonstances, les syndicats sont à côté du patron; là, la lutte ouvrière se développe sous diverses formes qui ont toutes en commun qu'elles sont autonomes.

A la tête de cette action d'un prolétariat moderne se trouvent, entre autres, bien sûr, les ouvriers des chantiers navals Boel, à Temse, dans la Flandre-Est, au bord de l'Escaut. L'entreprise a connu 14 débrayages pendant les deux dernières années. Le dernier dura 11 semaines.

Au mois de février, quelques centaines de métallos de cette entreprise faisaient la grève sur le tas, dans un des halls de montage. Ils revendiquaient des ventilateurs qui fassent moins de bruit. Après quelques jours, ils ont obtenu gain de cause.

Dans ce conflit là, notre source d'information n'est pas très précise sur le rôle des syndicats. Entre les lignes, on pouvait lire qu'il y eut des contradictions entre ouvriers et direction syndicale.

(1) voir "L'organisation de la lutte de classe dans la grève des mineurs du Limbourg - Janvier-février 1970 - brochure d'I.C.U. - supplément au N° 95 - Juillet 1970.

(2) groupe dont les pratiques se rapprochent de celles des maoïstes en France. voir la brochure citée sur la grève des mineurs du Limbourg et I.C.U. Nos 97-98 et 99 sur les grèves en Hollande à l'automne 1970.

FRANCE

SOCIÉTÉ NOUVELLE des ATELIERS et CHANTIERS de LA ROCHELLE-PALLICE

1300 employés - les salaires les plus bas de la métallurgie rochelaise et parmi les plus bas de la construction navale en France. En 1970, les Chantiers Navals de la Rochelle, vieille entreprise, avaient fusionné avec ceux du Havre pour des raisons de rentabilité. A l'époque, il avait été dit aux travailleurs que cela ne pourrait qu'être bénéfique (nouvel essor, position plus compétitive). Les ouvriers constatent qu'un O.S. des A.C.R.P. gagne 850 à 900 Frs par mois, pour 47h par semaine. Pour eux, les chantiers du Havre sont venus en liquidateurs.

Le 24 janvier dernier, le rituel cahier de revendications est déposé par les syndicats. Ils ont affaire à un patron de choc qui refuse net la discussion. 3 semaines de débrayage. Le patron, Jeantet, accepte une rencontre le 15. Ce jour là, des ouvriers cassent des vitres et malmenent des dossiers. On parle aussi de sabotage des machines. Les syndicats s'impatientent, aucun accord n'étant possible. Le journal Sud-Ouest du 16 peut écrire que " sans être débordés par leurs troupes, il apparaît que les syndicats ne peuvent totalement empêcher une certaine mauvaise humeur de se manifester ". Des tracts sortent où les "provocations" sont désapprouvées, et où il est "souhaité que l'esprit de la concertation prônée en haut lieu triomphe ..." (tract

CGT-CFDT). Le 16 à 11h, Jeantet est bloqué et forcé de discuter jusqu'au lendemain 10h. On parle de sequestration, mais les syndicats s'en défendent. L'effigie du patron est brûlée devant sa fenêtre. Des poursuites sont engagées par la direction. Le 17, médiation de l'inspecteur du travail, Jeantet propose d'avancer de 15 jours une augmentation de 3% et un salaire plancher de 900 frs pour 40h par semaine. Constat de désaccord. La rencontre tripartite ayant eu lieu à la Cité Administrative, à 5 km des ouvriers en colère, Jeantet repart libre. Le lendemain, 18 février, lock-out des chantiers. 1500 à 2000 personnes manifestent aussitôt en ville. Dans l'après-midi, des débrayages éclatent dans les autres entreprises rochelaises (Brissonneau, Lotz, SCAN;

Queval, SEMAT, Port et Docks, Bâtiment et Rhône-Progil). Au moment où le mouvement fait tache d'huile, l'après-midi même, les syndicats appellent les grévistes des ACRP à se présenter au boulot le lundi 21. Quelques assurances doivent même être données à la presse car ce même lundi cette dernière dit que le travail doit reprendre. Ce n'est pourtant que le 28 que le mouvement devait prendre fin, après une semaine supplémentaire de manifestations dans les rues avec les gars en lutte dans les autres boîtes auxquels s'étaient même joints ceux de Sud-Aviation de Roche-

fort. Et surtout après de nouvelles propositions plus substantielles du patron qui ont d'abord rallié les cadres, puis les délégués syndicaux. Le patron concède: 25 centimes à l'heure, réduction d'une demi-heure de travail par semaine, puis nouvelle demi-heure en septembre, 2% au 15 septembre s'ajoutant au 3% de février, aucune mesure répressive contre les grévistes, mais poursuite en justice maintenue contre les auteurs de dégradations et de la "sequestration" - pas de mention de salaire plancher. Le travail reprend le

28 février, difficilement, à en croire ce que rapportent les copains ou les familles des grévistes. Les jeunes ont une nouvelle fois beaucoup fait parlé d'eux. On parle aussi de zures enqueulades entre "responsables" syndicaux et gars pas d'accord, sans oublier les rituelles cartes déchirées. Et depuis, on ne parle absolument plus de rien sur le plan lutte sociale à La Rochelle. Comme par hasard, tout est rentré dans l'ordre partout à la fois, alors que tout bougeait. Les syndicats ont bien accompli leur sale besogne.

GREVE VICTORIEUSE A PARIS VII

Le personnel administratif des Services Centraux de Paris VII titulaire et auxiliaire (budget Etat), le contractuel d'Université (contrats type C.N.R.S.), rejoint par le personnel technique, administratif, enseignant et chercheur de certains laboratoires et U.E.R., vient de reprendre le travail le lundi 8 mars 1972, après une grève de deux mois, au cours de laquelle les grévistes ont élu un Comité de Grève, renouvelable à chaque assemblée générale.

Le Conseil d'Université a cédé devant la détermination des grévistes qui ont obtenu l'essentiel de leurs revendications, portant en particulier sur le relèvement non hiérarchisé des bas salaires.

NOUS AVONS OBTENU:

1/ PAS DE SALAIRES A MOINS DE 1.000 Frs, ce qui veut dire:

a) pour le personnel payé sur budget Etat, comme nous ne pouvions pas, dans le cadre de Paris VII, modifier la grille de ce personnel, nous nous sommes prononcés en faveur d'une action nationale, qui pouvait conduire au relèvement général des traitements jusqu'à l'indice 300 et indice minimum 190. Un pas vers cette solution a été franchi en obtenant une indemnité compensatrice qui permet à ce personnel d'atteindre un salaire correspondant à l'indice 172 (soit 1050 Frs au 1/2/1972, y compris la prime de transport). Cette indemnité est indexée à l'indice 172, et suivra donc l'augmentation des salaires de la Fonction Publique.

b) pour le personnel payé sur le budget de l'Université, un reclassement à l'indice minimum 172, ce qui veut dire:

1- 1050 Frs minimum aujourd'hui, et 1200 Frs dans 5 ans, en francs constants,

2- la progression de la carrière et des retraites est comptée à partir de l'indice 172.

3- tout personnel nouvellement embauché bénéficiera de ces avantages.

A Paris VIII et à Paris VI, ces personnels ont obtenu 1.000 Frs de salaire minimum par le moyen d'une prime non indexée, c'est-à-dire: 1000 Frs aujourd'hui et 1000 Frs dans cinq ans.



11/ PERSONNEL DE NETTOYAGE:

L'action des grévistes a mis en lumière les conditions scandaleuses de travail et de salaires imposées par les sociétés de nettoyage, aux ouvriers, étrangers en majorité. Elle a permis:

- la rupture des contrats des Universités Paris VI et Paris VII avec les sociétés de nettoyage (comme à Paris VIII-Vincennes). Les Universités Paris VI et Paris VII se sont engagées à embaucher tous ces personnels (près de 120 personnes) avec l'obtention par les Universités des cartes de séjour et de travail. A Paris VII ces personnels ont été engagés et bénéficient des mêmes droits, avantages et salaires (reclassement à l'indice 172 minimum) que les contractuels d'Université.

111/ STATUTS DES PERSONNELS:

Les grévistes ont obtenu que tout le personnel employé à Paris VII, Y COMPRIS LE PERSONNEL TEMPORAIRE et ne bénéficiant pas d'un statut de la Fonction Publique ou du C.N.R.S., soit couvert par un statut d'Université (du type C.N.R.S. par exemple).

IV/ UTILISATION DES MILITAIRES:

L'Université Paris VII n'emploiera pas les militaires du contingent (ou autres) à titre gracieux ou onéreux.

V/ LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS:

Les grévistes ont obtenu la promesse d'embauche par Paris VII d'une partie des vacataires de la Calculatrice qui sont licenciés. Ces vacataires sont actuellement payés par l'Institut de Physique Nucléaire (I.N.P.₃).

VI/ CREATION DE POSTES :

Pour améliorer les conditions de travail, les grévistes ont obtenu la création de 23 postes administratifs de contractuels d'Université.

VII/ CREATION D'UN COMPTE "OEUVRES SOCIALES":

Il permet le versement d'avances aux auxiliaires accidentés du travail et aux nouveaux engagés.

VIII/ MISE EN PLACE IMMEDIATE D'UNE COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE:

IX/ LES GREVISTES ONT OBTENU LE PAIEMENT INTEGRAL DES JOURS DE GREVE

VOILA CE QUE NOUS AVONS OBTENU PAR NOTRE LUTTE

A PARIS VII

ET VOUS TRAVAILLEURS DES AUTRES UNIVERSITES?

Signé: LE COMITE DE GREVE de
PARIS VII

A CGT EST UN CAMELEON:

Des superstitionnaires idiots prétendent qu'avant toute bataille, il faut absolument se procurer un caméléon-CGT comme fétiche. Quand il est rouge, sa vue seule ferait reculer l'adversaire. Ceux qui vous raconteront ça n'ont jamais mis les pieds sur un champ de bataille. En fait, cette sale bête que vous aurez passé un temps inouï à apprivoiser, restera juchée sur la plus haute branche pendant tout l'affrontement, couleur vert de gris pour ne pas se faire remarquer. Si le caméléon-CGT, du haut de son perchoir douillet, estime que vous êtes sur le point de gagner, il descendra sur votre tête en arborant une couleur rouge agressive, et en criant plus fort que vous. Après la victoire, il vous dira sans vergogne " Tu vois, je t'ai fait gagner, à moi la part du caméléon!"

Si l'issue du combat est plus incertaine, alors il viendra sur la pointe de ses pattes, et toujours aussi discret dans sa pigmentation, vous étranglera en nouant 3 fois sa langue autour de votre cou, au nom de la prudence. En effet, ce que le caméléon-CGT déteste le plus, c'est de se battre. Le caméléon-CGT est un animal couard qui cache sa couardise sous une prétendue sagesse. C'est ce qui entretient la superstition " Ayez un caméléon-CGT avec vous, et vous gagnerez ".

Après les batailles, les caméléons-CGT se repaissent du cadavre de ceux qu'ils étaient censés défendre. Ça ne leur coupe pas l'appétit du reste, ça les change un peu de leurs mouches habituelles. Voyez comme ils sont gras.

Défilez-vous des caméléons-CGT. Apprenez à vous battre et ne comptez que sur vos forces et celles de vos semblables. Cette bestiole malfaisante vous bouffera si vous trébuchez et c'est un destin bien amer que de finir dans la panse et le fiel d'un caméléon-CGT. Plutôt crever debout.

DES GREVISTES.

la nouvelle tchéka à l'oeuvre

Une fois de plus l'A.J.S. montre son vrai visage à l'intérieur du mouvement révolutionnaire.

Le 22/2/72, trois membres du groupe "Ad augusta per Angusta" diffusaient un tract dans l'escalier du hall de la cafétéria de Jussieu vers 13h30 à l'occasion du procès de Max à Grenoble, et vendaient ou donnaient la brochure - suivant le cas- (9 vendues, 2 données, 1 saisie par le petit chef de l'A.J.S. de la cellule de Jussieu).

LES FAITS: Nous étions en train de diffuser le tract ci-joint quand un mec (de l'A.J.S.) nous repéra sur l'escalier, ramassa un tract par terre et alla prévenir son chef brigadier A.J.S.; quelques minutes après, il réapparut avec un commando de 6 à 8 mecs qui commencèrent à provoquer deux d'entre nous, l'un d'entre eux suivi de 2 autres s'approcha de la copine qui diffusait, et lui demanda très agressif: "qu'est-ce que c'est que ce tract?". La copine lui en tendit un en lui disant: " tu n'as qu'à lire ". Il reje-

ta ce tract et essaya de s'emparer du paquet en disant: "lâche ça et donne les moi". Comme la copine tirait de son côté pour garder les tracts les deux autres mecs qui étaient à côté se mirent aussi à tirer sur le paquet, qu'ils finirent par arracher, pendant que les autres membres du commando A.J.S. s'approchaient du deuxième copain et par le même procédé tentaient également de lui arracher les tracts, en le menaçant et le bousculant brutalement.

Pendant ce temps, le 3ème copain allait chercher d'autres camarades.

En force, les mecs de l'A.J.S. réussissaient à nous arracher les tracts, puis le petit chef les déchira rageusement. Ils s'approchèrent alors des brochures en disant, mauvais " remballer ça et vite", puis ils voulurent s'en emparer, le petit chef réussit à saisir une avant que nous les mettions dans le sac. Leur pratique fut semblable à celle des filcs dans le métro. (et ces derniers y mettent plus de forme).



On leur demanda si c'était ça qu'ils entendaient par " démocratie ouvrière" et "liberté d'expression", et l'on pris à témoins les étudiants qui se trouvaient dans la cafétéria. A ce moment là le 3ème copain revint avec un autre camarade. Les étudiants s'attroupaient, et visiblement désapprouvaient l'attitude fasciste de l'A.J.S. Le petit chef A.J.S. monta alors deux marches pour faire un discours, et dans une grande envolée lyrique il déclama:

- " A Grenoble! un repris de justice! Max!! agresse des militants OUVRIERS!! (les ouvriers du campus sans doute !!).

- réponse d'un copain: " et Max c'était pas un ouvrier!"

- la voix de l'A.J.S. " jamais nous ne permettrons que de pareils torchons et de pareilles calomnies circulent".

- nous aux étudiants: " écoutez les curés. L'A.J.S. pense pour vous! Jugez plutôt par vous-mêmes en lisant la brochure "

Se sentant merdeux, et voyant que les étudiants désapprouvaient leur acte, le petit chef "remballa" ses troupes en leur disant de laisser tomber.

Nous réinstallâmes les brochures et nous continuâmes la diffusion des quelques tracts échappés des mains de l'A.J.S.

Ce petit intermède fit une heureuse publicité à la brochure qui fut demandée à partir de ce moment là.

CONCLUSION: qu'ils veuillent nous casser la gueule nous le comprenons, à la limite! mais ce qui nous paraît intolérable, bien que pas nouveau, c'est

les méthodes et les actes policiers et fascistes par lesquels ils interviennent, renouant une fois de plus avec la tradition stalinienne. Certes

Cet incident est bénin, mais à Grenoble, Toulouse, Paris, etc.. l'A.J.S. utilise les mêmes méthodes, vis à vis d'autres tendances révolutionnaires du mouvement ouvrier. Le démasquer chaque fois, n'est pas se répéter, mais accentuer le discrédit des organisations hégémoniques sur le prolétariat, afin que se dégage toujours plus fort le mouvement d'autonomie et que s'accroisse le pourrissement de l'A.J.S. en particulier, tendance "social-fasciste" au sein du mouvement.

NOTA: ce comportement névrotique est latent chez tout individu enrégimenté dans une organisation à étiquette, hiérarchique, ou dépendant d'une idéologie.

Cette appartenance à quelque chose, à un parti à une idéologie, à une mystique, qui dépasse la représentation autonome et authentique des individus, suscite automatiquement un comportement policier et dominateur à des degrés plus ou moins élevés, chez ces individus.

Document: texte du tract.

A l'occasion de la projection du film: LA FIN DU GAUCHISME (1ère partie) ou

Dissolution de l'A.J.S. dans la misère et la grisaille quotidienne.

Grenoble le 22 FEVRIER 1972. Procès de J. BERNARD dit "MAX".

Commémoration officielle de l'anniversaire d'un événement du fascisme ordinaire.

Lettre ouverte aux juges de MAX.

Comment utiliser des Katangais pour cogner sur les flics quand on n'a pas le courage de le faire soi-même, puis comment s'en débarrasser prudemment pour garder son confort et morale gauchistes.

1 vol. Luxe, in 80 1/2 Jésus, 48p... 3 Frs.-

la peau des profs (un épisode de plus à ceux évoqués dans la brochure "La Peau des Profes" voir publications).

Un prof suspendu au Lycée de GONESSE: L'épuration se poursuit dans l'éducation nationale. Cette fois c'est à Gonesse que ça se passe. Gonesse, près du Bourget, "fait partie de cette succession de cités nouvelles comme Sarcelles, Arnouville, Garges-Les-Gonesses, Villiers Le Bel, qui sont les dortoirs de Paris. Le lycée de Go-

nesse a surgi près des H.L.M. avec les autres équipements administratifs". (Le Monde 2/3/72). Les enfants qui le fréquentent sont donc issus de milieux prolétaires, petits-bourgeois; un fait particulier, beaucoup de gosses de flics. D'une façon générale on peut dire du lycée qu'il est libéral. L'administration a autorisé des éléments

extérieurs à l'établissement à faire un film sur les événements, acceptant même de répondre à des questions. Elle a également autorisé la projection de films que des copines du mouvement de libération des femmes ont faits à propos de l'avortement et d'une grève de femmes à Troyes. La majorité des professeurs sont de gauche (PSU entre autres) et cherchent à innover. Pourtant, Claude Courchay, aurait-elle dépassé la mesure. Professeur de lettres, titulaire de son poste, il bouscule allègrement l'emploi du temps consacré. Il commence sa journée en laissant dormir ses élèves. Il faut préciser que certains élèves doivent pour aller au lycée se lever à 5h du matin, le ramassage étant très défectueux. Vers 10-11h on passe des disques, discute ou commente un texte selon le désir des élèves. Tutèlement de rigueur, aucun appel au contrôle de présence. Claude Courchay accepte les élèves d'autres classes qui s'ennuient dans la leur. Renonçant à la séparation école-maison, il lui arrive de rencontrer ses élèves en dehors des cours. La chose était facilitée par le fait que l'année dernière il partageait un F 3 avec un collègue dans le lycée même. Sans aucun fait précis, on parla d'orgies et de fumeries à propos de ces visites.

Vers la fin du mois de janvier, un arrêté ministériel le suspendit de ses fonctions, sous l'importante pression de la fédération des parents d'élèves. ARMAND. Lorsque Claude Courchay a été au ministère pour demander les motifs de sa suspension, on lui a répondu qu'il devait bien savoir pourquoi il avait été suspendu et que de toutes les façons il n'y avait pas encore de dossier à son sujet. L'enquête suit son cours. Il faut préciser que jamais Courchay ne refusa l'inspection puisqu'aucun inspecteur ne s'était encore présenté, et que d'autre part au bac, il avait obtenu une

moyenne de succès supérieure à la normale. Quelle est la situation à l'heure actuelle dans le lycée?

À l'annonce de sa suspension, il y eut un tollé général chez les élèves. Des menaces de renvois pèsent maintenant sur une dizaine d'élèves. L'action de l'administration, dans son entreprise répressive, est doublée avec zèle par l'attitude parfois brutale de certains parents. En ce qui concerne les autres professeurs, après maintes hésitations prudentes, du genre "Je ne peux pas prendre parti", "Je ne sais ce qu'il faisait", "Claude Courchay, connais pas". Une vague action semble s'amorcer par le biais du SNES, sans beaucoup d'énergie d'ailleurs. Courchay était la mauvaise conscience de ces "profs de gauche qui parlent pendant les cours de révolution mais continuent à se comporter comme des filcs en classe" (titre d'un tract rédigé par les élèves). Anticonformiste (Courchay a les cheveux longs et s'habille d'une houppelande), il ne délivre pas un message, se borne à faire la critique du système hiérarchique sur lequel est fondée l'école, démythifiant le savoir et le pouvoir qui dans l'ordre des choses en découle.

La situation est telle que dans une classe de seconde tous les professeurs se sont mis en grève, protestant contre l'attitude inacceptable des élèves. On cherche des solutions pour en sortir: séminaires en tous genres pour appâter la curiosité des jeunes. " ah ma brave dame, il y a quelque chose qui ne va pas dans l'enseignement".

Et Courchay?

"Un original, peut être quelqu'un de dangereux".

une copine d'I.C.O.

UNE RENCONTRE

s'est déroulée, les 8 et 9 avril 1972, entre des camarades:

- d'ACTE et PENSEE (Hollande)
- d'I.C.O. (France)
- de LIAISONS (Belgique)
- de SOLIDARITY (Grande-Bretagne)

Elle a été entièrement consacrée aux luttes en Grande-Bretagne (Plessey, U.C.S., Fisher-Bendix, Mold, grève des mineurs, des femmes de Fakenham), au rôle des syndicats et shop-stewards, aux affrontements entre groupes, notamment entre un groupe de Liverpool (Big Flame) et Solidarity North London. Les discussions sur l'intervention d'un groupe dans la lutte de classe (en partant de ce débat actuellement en cours à Solidarity) ont permis

de préciser les positions des différents camarades sur une notion qui est actuellement au centre des préoccupations de divers groupes.

Un résumé détaillé de cette rencontre sera diffusé sous le couvert d'I.C.O.-Liaisons.

Les camarades qui lisent l'anglais peuvent demander les documents suivants:

- "Under New Management" -brochure sur l'occupation de Fisher-Bendix.
- et - Solidarity end the néo-Narodniks (discussion avec Big-Flame).
- a SOLIDARITY (London)
c/o 27 Sandringham Road
LONDON- N.W.1.

LA NOUVELLE LOI SUR LES SECRETS D'ÉTAT tend à limiter les contacts avec les étrangers

EN ROUMANIE

(Le Monde 17. 2. 72.)

(De même, les dispositions concernant la sécurité dans les entreprises et sur tous les lieux de travail est certainement destinée à renforcer la discipline et la vigilance des salariés. « Les dirigeants des organisations socialistes, dit la loi, prendront toutes les mesures qui s'imposent pour l'éducation des salariés dans l'esprit de la défense du secret d'Etat. de la vigilance, de l'honneur et de la dignité dans les relations avec les étrangers ». Dans les entreprises, les travailleurs devront porter des signes distinctifs (insignes, écussons, boutons) de couleur différente selon le secteur où ils sont affectés.

CORRESPONDANCE

- d'un camarade de Saône et Loire (3/72)

" quelques critiques d'ordre matériel d'abord. J'ai eu des difficultés pour déchiffrer certaines pages du dernier numéro, nouvelle formule. Celui-ci a dû être tiré à la hâte, nombreuses omissions de phrases qui rendent les textes illisibles. Toutefois, il semble intéressant de disposer d'une offset, ce qui permettra, après une période de rodage, de faire des mises en pages plus attrayantes, de reproduire des articles, etc..

Intéressant débat sur le mouvement des occupations qui devra être repris à la lumière du durcissement qui semble se produire au niveau des luttes économiques: cf Creusot Loire, Dunkerque, Nantes, etc.. Le Monde 28/3/72. Il me semble que ce durcissement est dû à l'accentuation de la crise du capital:

1°/ au niveau économique, les capitalistes ne peuvent plus lâcher d'augmentations sans renoncer à leurs profits, sans possibilité de les rattraper par l'inflation, sans foutre le système monétaire en l'air.

2°/ au niveau politique: la classe ouvrière devient de plus en plus remuante et est amenée à avoir des formes d'action de plus en plus violentes.

face à cet état de fait, les capitalistes doivent rechercher et favoriser le soutien actif de tous ceux qui ont intérêt à la perpétuation du système: cadres, syndicalistes, politiques, etc.. D'où des tentatives de briser les grèves: quand le syndicat ne suffit plus, on envoie soit les cadres et "non-grévistes" soit les flics (cf Le Monde de tous les jours) D'où aussi nécessité d'un encadrement plus grand des ouvriers: multiplication des polices privées, gardiens, ...

Ceci a de nombreuses conséquences: les partis politiques, syndicats, sont, amenés soit à faire de la surenchère gauchiste, ex. C.F.D.T. (au niveau national, car au niveau local il existe de nombreuses divergences), soit à se dévolier comme rempart du capital (ex. Overney, bien qu'il faille nuancer). J'attends une analyse-manque d'information dans ma province. Au niveau des groupuscules, cette remontée des luttes amène une relative unanimité (nécessité d'une analyse ici aussi).

J'ai l'intention de vous faire une brève analyse de ce qui se passe à Mâcon ces derniers temps, mais pour le moment, ma machine à écrire est en panne..

Je suis assez contre les éditoriaux qui ont toujours tendance à se transformer en étalage idéologique. Dans le N° 114 j'espère que le titre de l'éditorial "Faut-il un éditorial" est une preuve du sens de l'humour de la rédaction. "

- d'un camarade de la Haute-Saône (30/3/72)

".. les postiers de Vesoul (et d'ailleurs: Dijon, Lyon,..) ont fait grève 4 ou 5 jours la semaine dernière, d'où retard important

dans le courrier. (un copain y travaille). Grève exemplaire par ses causes manifestement "anti-travail", Je ne peux mieux faire que te donner l'idée de départ exprimée par un des gars du tri.

Au cours d'une réunion syndicale, avant la grève: " vous nous faites tous chier, grève générale, tous à la truite ". Le soleil aidant, ça n'a pas traîné. La raison de cette grève est encore plus savoureuse. L'équipe de nuit du tri (la grève n'a eu lieu qu'au tri, environ 50 personnes) travaille officiellement de 20h à 4h du matin; or, par accord verbal avec l'administration locale, depuis X temps, les gars faisaient leur boulot, et se barraient à minuit. Des bruits de réorganisation, dont peut être deux suppressions de poste, coïncidant avec des changements dans la direction locale, ont mis le feu aux poudres. Réunions syndicales, bla, bla, dépôt de préavis de grève, mais pas de grève effective fixée. Un soir l'équipe de nuit en a eu marre, s'est pointée à 8h, discussion entre eux uniquement, "ras le bol", on se met en grève, coup de téléphone au syndicaliste de service (assez affolé). Les mecs se sont barrés, les autres équipes ont suivi. La grève est stoppée à la suite d'une réunion syndicale lundi dernier, évidemment par reprise en mains. Les gars n'ont pas l'air très contents d'avoir repris le boulot. Les bonzes ayant, je crois, mis en avant que le préavis n'était plus valable. Sanctions surtout pour les auxiliaires assez nombreux. Comme d'habitude je vais tâcher d'en savoir davantage; il n'y a eu aucune intervention extérieure. On attend la suite. Il sera intéressant je pense d'en discuter. "

- d'un camarade de la banlieue de Paris (3/72)

" Je suis syndiqué dans une entreprise à la C.F.D.T. et je serais très intéressé de prendre contact avec les militants d'I.C.O.

Dans la section qui s'est créée de façon très spontanée et très collective se posent un certain nombre de problèmes:

1/ problème de mobilisation propre à une boîte de secteur semi-public (filiale de l'Institut français du pétrole) où le capitalisme n'est pas apparent et où le rapport de production-profit existe, mais n'est pas immédiat.

2/ problème de doctrine: dans la société capitaliste, doit-on développer normalement sa force de travail, et si oui, dans quelle perspective? Je pense que pour nous c'est un problème immédiat qui pourrait permettre de clarifier la position de pas mal de militants.

3/ il y a eu fin 1971 un mouvement (spontané mais aussi assez désordonné, il faut le reconnaître) de techniciens (il s'agit d'opérateurs sur un gros ordinateur C.D.C.6600) pour revendiquer un relèvement très sensible de salaires et d'indices professionnels. Ces revendications vont sans doute rentrer dans un cadre syndical traditionnel. Problème: peut-on et est-il opportun de conserver le caractère spontané des revendications?

On serait très intéressé de connaître le point de vue d'I.C.O. sur ces problèmes, éventuellement avoir des contacts avec des militants de boîtes analogues (cf. Problème N° 1). On ne peut évidemment se voir que le soir, après les heures de boulot. "

- d'un camarade du Nord (3/72)

" cette fois encore je ne dirai pas grand'chose à propos d'ICO. Si sa lecture est intéressante et importante à cause des informations sur les boîtes et les analyses diverses, de la grève du métro au problème italien, en passant par la brigade de la colère et le maoïsme à travers le petit livre rouge, et si elle contribue à l'élaboration d'une théorie révolutionnaire à travers les diverses luttes, je ne peux pas synthétiser ma pensée sur papier (si tous les lecteurs d'ICO étaient comme moi.); bien que la confrontation et la discussion permanentes soient les bases non seulement de la vie du journal, mais aussi de la vie et de la cohérence du mouvement révolutionnaire.

Si la critique et l'intérêt ne sont pas perdus le rôle de lecteur passif vient peut être aussi de la situation à Lille dont tu dois déjà avoir connaissance par les copains qui descendent parfois à Paris. Le groupe de copains qui discutait aussi autour d'ICO à force de chercher une cohérence théorie-pratique, mais au niveau des idées, a fini par éclater. Voici pas mal de temps. Il est vrai que le refus du "militantisme" n'a pas contribué à sortir un groupe d'intellectuels de son isolement. Avec le refus du milieu étudiant, l'activité avait été un moment axée sur les médias (surtout la presse). Mais pour des raisons qu'il faudrait développer, cela a été inclus dans le processus de l'éclatement.

Les mêmes problèmes se sont posés à Lille que partout ailleurs, mais aucun n'a trouvé de solution. A moins que cet éclatement ne soit l'amorce d'une solution. Chacun cherche à retrouver une incidence sur la réalité, les uns en élaborant des théories, les autres en s'intéressant aux lycéens, les autres en réétudiant de Hegel aux situationnistes l'histoire de la philosophie. Les derniers enfin vont dans une position d'attente.

Il est vrai que le développement des luttes des travailleurs, les dirigés, est plus important que la petite histoire des groupes. Mais cela repose, et dans une région fortement ouvrière avec un passé de luttes, le problème des minorités agissantes, ce qu'elles sont, leur rôle, etc..

Je n'ai pas le temps de faire maintenant un état des luttes dans la région, des grèves ouvrières aux problèmes paysans, mais il n'est pas dit que je n'y reviendrai pas. Cela demandera un grand travail de décantation, car les seules informations que je puisse avoir sont celles de la presse locale.

- d'un camarade de l'Oise (27/3/72)

"..étant quotidiennement spectateur de la manipulation effrénée des travailleurs immatriculés par les patrons et les services de main

d'oeuvre, je ne pense pas que théoriser là-dessus puisse apporter quelque chose à leurs problèmes immédiats qui sont souvent dramatiques.

Et lorsqu'on assiste impuissant à cela, peut-être vaut-il mieux se taire.

Le problème qui se pose, c'est comment les aider, maintenant et tout de suite, à faire valoir leurs droits actuels de travailleurs, à se débrouiller dans les dédales de la juridiction du travail, de la main d'oeuvre étrangère, de la santé, etc.. Il y a là un travail énorme à faire, qui pourrait occuper longtemps bien des énergies. Ce n'est pas un désaveu de votre activité à I.C.O. J'approuve entièrement les modifications que vous avez faites, sur le fond, avec la suppression d'une certaine prosodie subjectiviste qui, à mon sens, n'apportait pas grand'chose sinon l'égalage narcissique d'un certain nombre d'individus; sur la forme, avec le dernier numéro (114) où vous avez tenté de faire quelque chose d'attrayant. Je dois dire qu'auparavant I.C.O. était d'une austérité rebutante, même quand le contenu était très bon, il fallait une certaine dose de courage pour l'aborder.

Il me paraît capital que les titres des articles donnent en partie la substance du contenu. C'est-à-dire au lieu de "Grève à X", "Grève à Y", etc.. à "X": les syndicats donnent l'ordre de reprise du travail malgré le vote contraire de l'assemblée générale; à "Y": les ouvriers sequestrent le patron, etc...

Pour en revenir au contenu, ce qui manque à mon avis, ce sont des articles de synthèse sur un certain nombre de sujets. "

LES GARS DE MELUN ONT VACHEMENT BESOIN QUE LEUR MOUVEMENT SE SACHE.

(Lettre venue tardivement (datée du 2 février) par des voles détournées).-

" nous venons de recevoir des informations d'un copain qui est sorti en décembre de taule (après 10 ans) sur ce qui se passe actuellement à la centrale de Melun. (Il a fait là-bas des antennes).

Depuis des années, et surtout depuis quelques mois, un certain travail "d'agitation" se faisait là-bas. Surtout le fait de quelques gars très radicaux. Depuis quelques semaines ces gars d'abord, suivis ensuite par la quasi-totalité des détenus avaient entrepris une action: tracts diffusés dans la maison, lettres à la presse, grèves tournantes d'abord, (par atelier) puis permanentes (ceci il y a 15 jours ou 3 semaines). Aux dernières nouvelles, les grèves durent, les tracts fleurissent, la répression et les provocations de la direction et du personnel (ou du moins d'une partie de celui-ci) se font plus nettes et plus pressantes. Un type est déjà condamné (condamné à perpétuité). Provoqué par le sous-directeur, il s'est colleté avec lui il s'est fait amocher et envoyé à l'hosto. Jusque là pourtant, les gars de Melun ont agi avec une ruse remarquable: ils refusent de travailler, de réintégrer les cellules, etc. Jusqu'au moment où la direction se déplace avec procureur et délégation filcaille qui

prend violemment chaque détenu: "vous voulez travailler? - descendre en promenade? etc.. Réponse. " oui bien sûr". Et une fois à l'atelier, bras croisés pour tout le monde. Il semble que cela désespère complètement la direction. Les C.R.S. sont constamment en alerte depuis quelques jours (renseignement du 25 février). Hier, les mars, la grève générale devait continuer, et il était prévu que les gars refusent de réintégrer les cellules. Il était prévu aussi que 250 à 300 C.R.S. interviennent intra-muros. Mais nous n'avons

pas encore d'informations là-dessus.

Les gars de Melun ont vachement besoin que leur mouvement se sache. Ce qui serait chouette ce serait de leur faire savoir (par exemple par un bombage visible de la taule) qu'ils ne sont pas complètement isolés. Ce serait vachement urgent. Nous on ne connaît pas grand monde à Paris. Il semble important aussi d'informer les gars là-dessus, voire d'affoler le pouvoir en montrant les échecs d'un mouvement qu'il s'efforce de cacher.

à propos des origines du gauchisme

(R. GOMBIN- Ed. du Seuil-Voir Publications)

Ceci constitue la suite de la correspondance échangée au sujet de ce livre entre un camarade de province et un camarade de Paris (voir ICO N° 112-113 p. 4 à 8). La suite et pas la fin, car il est évident que l'intérêt des questions ici débattues mérite que la discussion se poursuive et de plus, de la manière la plus simple et la plus concrète possible pour que le plus grand nombre de camarades puissent y participer. Cela demande bien sûr d'abord un effort des camarades qui ont l'habitude de manier les idées. Des camarades ont insinué que les lettres déjà publiées "engageaient I.C.O." sur une voie qu'ils jugent "définitive". Puissent-ils comprendre que ce n'est pas l'affirmation répétée et catégorique de principes qui en fait leur réalité et leur universalité, mais la confrontation permanente et élargie de ces mêmes principes avec la réalité sociale en perpétuelle transformation. Et cette confrontation passe inévitablement par la réflexion, l'analyse et la discussion de la totalité des faits sociaux, par la confrontation même difficile des idées. C'est ce que nous considérons comme essentiel dans notre travail et non la propagation de dogme, non la distribution unilatérale d'une propagande, même correspondant à ce que nous pensons.

- d'un camarade de province (6/11/71)
(voir I.C.O. N° 112-113- p.4).

"Permettez-moi de revenir sur les points essentiels de votre lettre, car si vous m'avez convaincu sur certains points, je ne suis en revanche pas du tout d'accord sur d'autres.

1/ la bureaucratie soviétique: Je n'ai malheureusement pas pu lire le N° 1 de "Socialisme ou Barbarie" à ce sujet puisque celui-ci date je crois des années 1950.

Pour la description de la "classe" bureaucratique, vous vous référez à Trotsky. Or, justement, celui-ci dans la "Révolution traquée" en particulier a soutenu avec vigueur que la bureaucratie n'était pas une "classe" mais une "caste sociale" et c'est un des points essentiels du "trotskysme" comme vous le savez certainement. Documenté comme il l'était (comme vous le faites remarquer) je trouve étonnant qu'il ait refusé toujours d'identifier la bureaucratie à une classe dominante si c'était vraiment le cas.

De son côté l'économiste VARGA (dans son "testament" publié par Garaudy) définit la bureaucratie comme une "aristocratie", ce qui rejoint Trotsky. Néanmoins, je suis prêt à me railler à votre thèse car, les moyens de production étant la propriété de l'Etat, il me paraît vraisemblable que son support social, la bureaucratie, en soit finalement le maître.

D'autre part, comme l'indique VARGA la bureaucratie s'approprie, grâce à l'Etat une plus-value de même que la classe dominante à l'Ouest. D'accord donc sur ce point.

Quant à la place de la bureaucratie dans les régimes capitalistes actuels, si j'ai bien compris votre opinion, vous pensez qu'elle forme avec l'ancienne bourgeoisie d'affaires (gros capitalistes) la classe dominante. Sur ce point encore, il me semble que vous avez raison, encore que vous paraissez sous estimer l'importance de la haute bourgeoisie traditionnelle.

2/ la critique du marxisme: voilà où je ne peux guère accepter ce que vous dites. Que des hypothèses ou prévisions du "Capital" soient périmées (loi absolue de la paupérisation, etc..) cela ne fait pas de doute. Marx analysait la société capitaliste de son temps (concurrentielle) il ne peut nullement se séparer de son contexte historique, je suis d'accord. Cependant le marxisme s'est voulu l'expression du mouvement réel, du devenir historique (c'est ce qui est dit du gauchisme dans le livre "Les origines du gauchisme") et nous a fourni les outils nécessaires (méthode dialectique, éléments du matérialisme historique, etc..) non pas pour l'adapter à la réalité actuelle (comme s'il était une vieille peau décrépie qu'il faut coller au neuf) car il s'adapte de lui-même à toute réalité, il se dépasse lui-même, par un enrichissement et un approfondissement perpétuels, comme toute science. C'est un paradoxe que le marxisme soit passé longtemps pour un système quasi-achevé ("matérialisme dialectique") alors qu'il est tout le contraire (un jour qu'une personne lui demandait

de résumer en quelques mots sa pensée, Marx répondit: " Il faut douter de tout", ce qui est d'ailleurs excessif bien sûr; d'autre part, il se disait non "marxiste" comme vous le savez sans doute aussi est-il peut être contestable de parler de "marxisme").

Cependant je ne prétends pas oublier les avatars et la sclérose idéologique qui a marqué et marque encore le développement de la pensée marxiste. Contrairement à ce que vous dites, les présentations du marxisme, comme pensée "défigurée", "caricaturée" ne relèvent pas seulement du "mythe". Tous les grands penseurs de l'humanité ont eu droit à des schématisations, défigurations, utilisations à des fins idéologiques.

J'en viens à un autre point: pour vous, le marxisme présente tous les traits d'une idéologie et celle-ci vient de la "classe naissante" des intellectuels. Je constate d'abord que votre définition de l'idéologie est marxiste. C'est donc au nom du marxisme que vous dénoncez celui-ci même.

D'autre part, les intellectuels forment-ils une "classe" homogène? Peut-on parler de classe sociale à leur sujet? Si Marx exprimait leurs aspirations, pourquoi tant d'intellectuels bourgeois (Jaurès, Henri de Man, Bernstein, etc..) l'ont-ils rejeté?

Vous hésitez, semble-t-il, entre les intellectuels et la bureaucratie. Marx fait, dites-vous, l'existence et le développement de la bureaucratie, autre "classe" qui aspire au pouvoir. Non. Dès 1842 Marx a fait une analyse remarquable de la bureaucratie, il montre que celle-ci n'est qu'une forme dont le contenu se situe hors d'elle, dans les luttes de classe, etc...

Les choses ont cependant changé aujourd'hui, je crois, notamment dans la société soviétique.

Vous dites que la seule critique valable est celle philosophique que Marx a pratiquée en 1844, dans les "Manuscrits", etc.. alors que plus tard, sa critique se réduit à une critique économique. Cela est vrai si vous séparez chez Marx les diverses étapes de sa pensée. Considérez à part les "Manuscrits de 1844" et on obtient un humanisme abstrait. Considérez à part les oeuvres économiques et on réduit le marxisme à un économisme. Il faut considérer le développement de la pensée marxiste comme un mouvement elle-même, une totalité qui procède par extensions et intégrations (apports successifs à la critique radicale). Dès lors, impossible d'introduire des "coupures" comme le fait L. Althusser. On n'obtient pas pour autant un ensemble hétéroclite. Comment pouvez-vous reprocher à Marx d'avoir réduit la critique à un économisme si vous dites par ailleurs que la manière valable est celle qu'il a lui-même pratiquée.

D'autre part, vous adressez au marxisme des critiques "classiques" (déterminisme, scientisme,) qui me semblent avoir été suffisamment réfutées par des marxistes tels que Lukacs, Goldmann, ou Lefebvre.

Au sujet du "prophétisme" je crois qu'il se trouve en effet chez Marx parfois (au sujet de la société sans classes par exemple). En revanche, Marx n'a pas parlé d'"inéductibilité" du socialisme, mais de sa "nécessité" (ce qui n'est pas pareil). La fameuse alternative "nécessité-liberté", "déterminisme-volontarisme", est une de celle qui a été dépassée par la pensée marxiste dialectique.

"L'évolution économique objective ne pouvait que créer la position du prolétariat dans le processus de production, position qui a déterminé son point de vue; elle ne peut que mettre entre les mains du prolétariat la possibilité et la néces-

sité de transformer la société. Mais cette transformation elle-même ne peut être que l'action libre du prolétariat lui-même" (Lukacs "Histoire et conscience de classe" p. 256).

D'autre part, si on rejette les idéologies rationalistes ou scientistes, faut-il refuser la science ou la raison, ce à quoi aboutit presque votre position. Mais là, j'exagère peut-être. En tout cas que le marxisme ne doive pas prétendre à un impérialisme de la science (il est "la théorie scientifique"), je suis d'accord bien sûr.

Cela dit, j'aimerais avoir votre opinion au sujet de certaines critiques que les organismes politiques adressent au gauchisme, dans une revue sur "L'Ecole et la Nation". Le P.C.F. lui reproche:

1/ "de prêter le flanc aux opérations du pouvoir, telles que le chantage à la peur, et parfois d'être directement le lieu de ces opérations.

2/ de corroder et détruire les organisations syndicales, l'exemple de l'UNEF est probant.

3/ de diviser les forces, d'isoler tel mouvement ou secteur par rapport à l'ensemble de l'opinion, ce qui ne peut conduire qu'à des défaites en ordre dispersé".

N'y a-t-il pas du vrai dans ces critiques? Ainsi pour l'attitude trop négative des gauchistes vis à vis des syndicats. Ceux-ci ne peuvent-ils pas servir à des réformes économiques profondes et progressives qui précéderaient une révolution politique violente ou non? (comme le pense Lucien Goldmann dans "Marxisme et sciences humaines") Il n'empêche que le gauchisme vult comme réaction je crois, à la sclérose bureaucratique et réformiste de la pratique des anciennes organisations ouvrières, partis et syndicats, mais peut-être justement n'est-il lié à cette réaction absolue et n'est-il qu'un phénomène transitoire et passager? "

- d'un camarade de Paris (3/3/72)

(voir lettre dans ICO N° 112-112-p.5).

"Je vais essayer de discuter vos objections dans l'ordre où elles se présentent.

Tu dis d'abord que je critique le marxisme tout en utilisant ses propres catégories. Il ne s'agit pas à mon avis, de se prononcer pour ou contre le marxisme en bloc; c'est le genre d'alternative que pratiquait (et pratique) couramment le stalinisme. Les concepts marxistes, pour certains d'entre eux, du moins, ne sont pas en cause. Ainsi, le concept de fausse conscience, d'idéologie, de lutte de classe sont utilisés par la nouvelle théorie radicale; il s'agit d'ailleurs souvent, de catégories que Marx a reprises soit à Hegel (idéologie) soit à Ricardo (classe), soit à Feurbach tout en leur donnant un contenu plus concret et plus juste. Le problème c'est que Marx a refusé de leur conférer une valeur relative alors même que toute son analyse du capitalisme est spécifique, c'est-à-dire s'applique à une phase du développement historique caractérisée par la production sociale des marchandises (en tant que valeur d'échange). Les épigones du marxisme, à commencer par les stalinien de toute mouture, ont fait du marxisme une méthode universelle à partir de laquelle on peut étudier et caractériser toutes les époques historiques, du passé et de l'avenir. Dans ce sens ils ont pu parler du marxisme comme d'une science. Mais, de par la définition relativiste que Marx donne de la nature (étant elle-même façonnée

par les hommes) il apparaît que la méthode elle-même varie avec le contenu historique. Sur ce point Karl Korsch a dit des choses intéressantes notamment dans son "Karl Marx" (aux éditions Champ Libre, en français).

Ta deuxième objection a trait à la définition de la classe. Je suis d'accord qu'il y a une ambiguïté à parler indifféremment des intellectuels, de la bureaucratie, etc..

Je crois d'abord qu'il faut bien distinguer dans le mot "bureaucratie" deux sens distincts: d'une part, classe ou groupe, ou encore gouvernement de cette classe; d'autre part, l'ensemble des tares de toute administration qui gonfle à la fois ses fonctions et ses effectifs. Chez Bakounine, par exemple, les deux sens co-existent, mais il n'y a pas confusion, en général. Chez Marx, au contraire, le premier sens n'est pas clairement dégagé. Il vise plutôt l'appareil administratif, une mentalité, etc.. notamment lorsqu'il parle de la bureaucratie prussienne. Ce qui peut paraître paradoxal quand on pense qu'il a été le prophète du capitalisme d'Etat. Cela dit, il n'est pas facile de définir avec précision la bureaucratie en tant que classe. Disons pour simplifier que c'est une classe qui tire ses privilèges et son pouvoir non de la possession d'un capital mais d'un savoir capitalisé (c'est-à-dire acquis grâce à un long et coûteux apprentissage qui lui-même est déjà le plus souvent l'apanage d'une classe. C'est dans ce sens que Passeron et Bourdieu ont pu parler de reproduction, notamment dans leur livre "Les Héritiers" Ed. de Minuit). J'ou l'appellation d'intellectuels. A l'origine, disons pour la France vers le milieu du 18^e siècle, un intellectuel du fait même qu'il était lettré (savait lire, écrire, compter, et avait en outre un savoir spécialisé) occupait presque automatiquement un emploi qui le faisait ranger au-dessus des manuels, parmi les privilégiés, sans toutefois le faire entrer dans la bourgeoisie industrielle, à moins qu'il en fut issu. Avec le progrès de la technologie, le perfectionnement des machines, le rôle de "l'intellectuel" s'accroît dans le processus de production. Dès la fin du siècle, les intellectuels sentent toute l'importance de leur rôle dans le capitalisme moderne. Certes, dans la première moitié du XX^e siècle le rôle du capitalisme n'est pas négligeable et la réalité du pouvoir lui appartient alors que le véritable pouvoir technique dans l'entreprise passe aux ingénieurs, administratifs cadres de toute sorte. D'où le réflexe de revendiquer le pouvoir politique à la mesure du pouvoir de gestion qui est le leur.

Marx - et Proudhon et Louis Blanc - avait bien vu que le prolétariat est le moteur de cette transformation au bout de laquelle la bourgeoisie capitaliste sera dépossédée. Ce fut son mérite que d'avoir reconnu le rôle historique du prolétariat. Mais il n'a pas vu que la socialisation du capital ne profite pas forcément au prolétariat. C'est pourquoi lorsqu'il identifie le socialisme à l'émancipation du prolétariat il tombe dans l'idéologie car il masque ce fait qu'une nouvelle classe cueillera les fruits de la révolution, comme la bourgeoisie thermidorienne a pu se hisser au pouvoir grâce à la lutte de la paysannerie et de l'artisanat urbain.

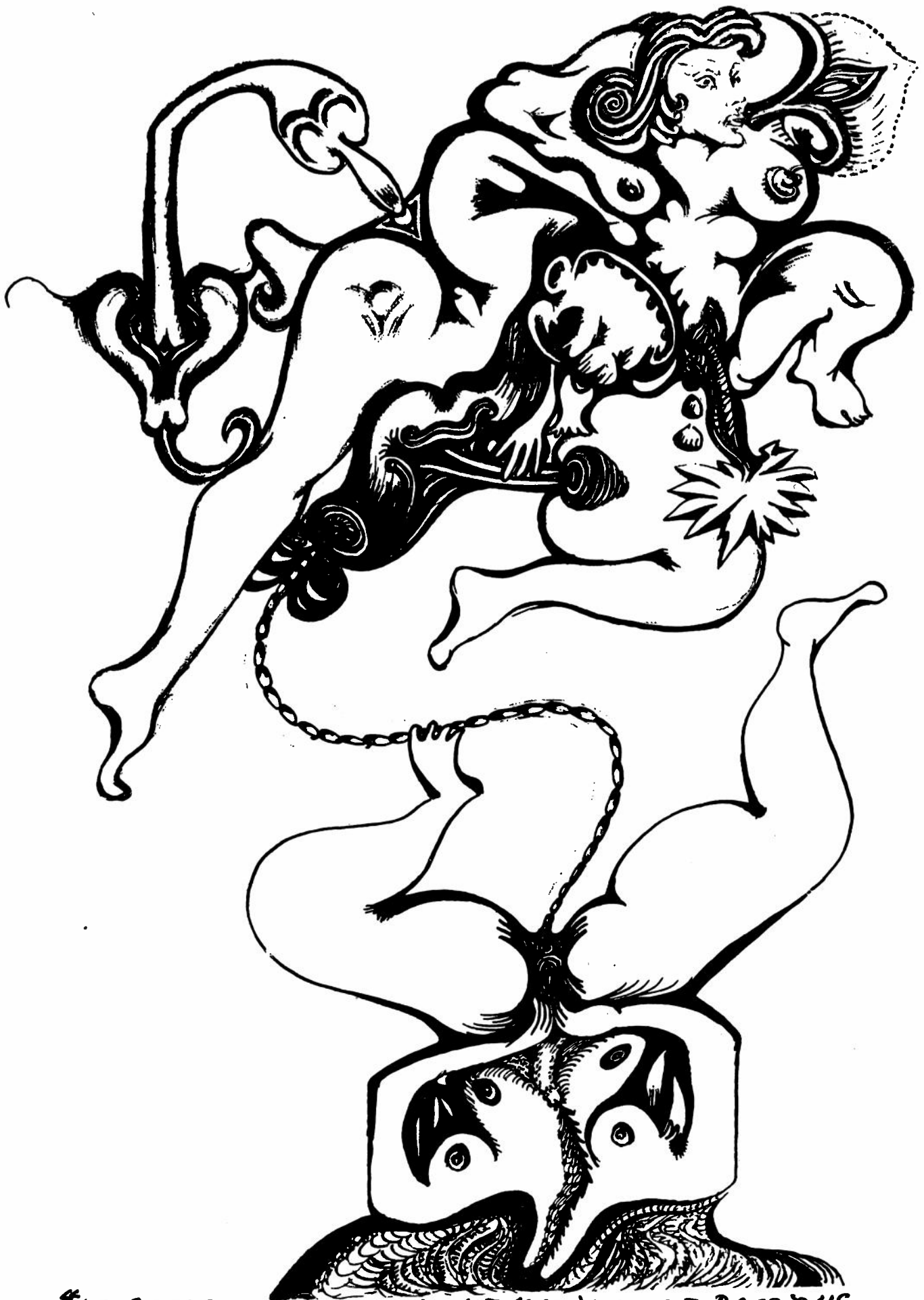
Cette hypothèse est encore vérifiée par d'autres éléments. Par exemple la conception marxienne de l'organisation (voir la lutte contre les anti-autoritaires dans la 1^{ère} Internationale) son adhésion (sur le tard) au parlementarisme, au

syndicalisme. Toute cette attitude conduit à privilégier les appareils et leurs détenteurs. Sa conception absolutiste de la science dont j'ai parlé dans ma dernière lettre va dans le même sens. L'automatisme du passage vers le socialisme profite aux intellectuels-bureaucrates qui ont besoin d'une caution quasi-religieuse de leur propre position dominante pour se faire obéir des masses. C'est dès 1850, c'est-à-dire tout de suite après l'échec pratique du prolétariat pour porter les démocrates (comme on appelait alors cette catégorie d'intellectuels aspirant au pouvoir) que Marx commence à privilégier le facteur objectif dans le processus révolutionnaire (dans la Neue Rheinische Zeitung). Il va aboutir neuf ans plus tard à cette formule dont il ne se départira plus: "l'histoire de toute société est l'histoire de la production matérielle et des contradictions entre les forces matérielles de production et les rapports de production..." (Préface à la Critique de l'Economie politique)

Enfin, ce que Marx reprochait surtout au capitalisme concurrentiel (sur le plan historique évidemment) c'est qu'il n'utilisait pas à plein les potentialités de la production sociale. Pour lui, la révolution sociale devait supprimer les entraves qui empêchaient une plus grande production, elle devait libérer en quelque sorte les forces productives. Or, cette philosophie productiviste ne l'économie ne peut convenir qu'à la bureaucratie (managers, politiciens, cadres, officiers, dirigeants des partis de gauche) qui ont tout à gagner à une meilleure organisation de l'industrie et de l'économie dont ils sont, d'une manière ou d'une autre, les bénéficiaires. Le travailleur, quant à lui, n'y a à gagner que l'accélération des cadences. Le travailleur n'a aucun intérêt à travailler le travail productif sinon lorsqu'il est sous l'emprise de l'idéologie.



Cela dit, avec la diversification, la modernisation de l'économie (électricité, électronique, machines-outils, gonflement du secteur tertiaire) l'intellectuel ne doit plus forcément sa situation sociale privilégiée au seul fait qu'il a fait des études. L'appareil de production



“LE BONHEUR EST D'AVOIR LE MAXIMUM DE PASSIONS
ET DE POUVOIR LES SATISFAIRE” CHARLES FOURIER

a"avalé" un nombre considérable de travailleurs qui vendent leur savoir-faire intellectuel. Le niveau technique de la qualification ayant augmenté, il y a désormais clivage entre "petits intellectuels" et "grands intellectuels". De même qu'en économie agraire la seule possession de la terre ne définit pas l'appartenance à une classe sociale (mais c'est le nombre d'hectares possédés qui donne soit le paysan pauvre, soit le koulak), en capitalisme bureaucratique c'est la fonction technique de l'intellectuel qui détermine sa position sociale. La possession d'un savoir capitalisé est toujours une condition nécessaire pour appartenir à la classe dominante mais elle n'est plus une condition suffisante. C'est pourquoi il est préférable de parler de classe bureaucratique pour désigner cette fraction des intellectuels qui détient le pouvoir social. Mais, historiquement, ce sont bien les intellectuels dans leur ensemble qui ont constitué le noyau de la classe bureaucratique.

Le critère exact n'est pas facile à préciser et il exige toute une analyse : disons, en gros, que c'est la fonction dirigeante (son contenu exact variant d'une entreprise à l'autre, d'un secteur à l'autre) et l'intelligence du processus technique tout entier (ainsi que la possibilité d'intervenir dans ce processus) qui indique la ligne de séparation. Autrement dit le prolétaire d'aujourd'hui n'est plus seulement le manuel, c'est aussi l'intellectuel exécutant même diplômé, même lecteur assidu de Proust.

Aux dirigeants correspond le secteur supérieur de l'éducation (grandes écoles, facultés), aux exécutants le secteur inférieur (C.E.S., C.E.T. cours commerciaux, cours techniques, etc.). Le savoir n'est plus le seul critère pour devenir dirigeant : l'origine sociale joue de plus en plus, au fur et à mesure que la classe bureaucratique s'étend au détriment de la bourgeoisie capitaliste. La classe se ferme, se mue en caste : c'est net en U.R.S.S., mais aussi aux Etats-Unis où il est de plus en plus difficile de devenir un P.D.G. si on n'est pas le fils d'un P.D.G. Le même phénomène avait joué à l'époque du capitalisme concurrentiel : à partir du milieu du siècle les Rastignac se font rares.

La troisième objection que tu soulèves vise le découpage de l'oeuvre de Marx en périodes. Je ne prétends pas, pour ma part, que le Marx première manière ait été le vrai Marx ou que celui du Capital fût un social-démocrate. Je veux bien même accepter la démonstration de Korsch (dans Karl Marx encore que la thèse contraire qu'il développe dans Marxisme et Philosophie soit aussi convaincante). Disons que dès 1844, en même temps qu'il pratique encore une critique philosophique de la société bourgeoise (philosophie, droit, politique) il exprime l'intention d'analyser cette société sous l'angle de l'économie. Ce n'était pas faux, mais cette critique ne pouvait, comme le dit Debord, contribuer à transformer le monde qu'en monde de l'économie. Toute une dimension, celle de la vie quotidienne, de la subjectivité (c'est-à-dire de l'ensemble des désirs et des aspirations de l'individu) était évacuée, passée sous silence. Or c'est cette dimension là qui permet, précisément, la libération radicale, la désaliénation totale, la seule qui compte pour le prolétaire dans l'immédiat car elle lui permet de dépasser la simple survie.

Il faut voir que, considéré dans une perspective historique, le marxisme "libère" le prolétariat de la bourgeoisie propriétaire de capitaux pour

la soumettre aussitôt à l'exploitation de la bourgeoisie bureaucratique. Et c'est en effet ce qui s'est passé dans les pays de l'Est et est en train de se passer dans les pays occidentaux. C'est pourquoi on ne peut dire que le marxisme soit vrai ou faux : il exprime avec justesse l'évolution vers le capitalisme d'Etat, mais il est faux (dans le sens de la fausse conscience) lorsqu'il prétend que la réalisation de ce stade historique libérera le prolétariat de toutes les chaînes. C'est dans ce sens là que je disais que le marxisme exprime les intérêts d'une classe qui aspire au pouvoir. Les bénéficiaires des "prévisions" marxistes ce sont les Marchais, les Séguy, les Rocard et en général, les divers "technocrates" prêts à "organiser" la société, à planifier, à soumettre notre vie quotidienne encore plus étroitement à la rationalité de la marchandise.

La libération véritable des travailleurs passe donc par la lutte contre cette nouvelle classe et c'est le sens des grèves sauvages actuellement, de la lutte anti-syndicale en général, du refus des chefs et des organisations d'encadrement. C'est le sens aussi des slogans entendus lors des obsèques d'Overney : "Marchais salaud, le peuple aura ta peau". Les jeunes (travailleurs, étudiants, lycéens, marginaux) qui reprenaient ce slogan, et d'autres dans ce genre, avaient compris dans le concret que la bureaucratie marxiste-léniniste-syndicale est partie intégrante de la nouvelle classe dominante qui cherche à s'emparer du pouvoir politique pour parfaire sa domination sur les masses. Contre le gauchisme, l'ancienne classe et la nouvelle se sont liguées : à long terme, elles se retrouveront du même côté de la barrière (voir les réactions après les obsèques d'Overney dans la Nation, Le Monde d'un côté, l'Humanité de l'autre).

Quatrièmement, tu écris que l'avènement du socialisme n'est pas inéluctable chez Marx, que le diptyque volontarisme-déterminisme est dépassé chez lui "dialectiquement". Je crois qu'il ne faut pas présenter la dialectique comme une position magique qui rend tous les services et guérit tous les maux. Marx croyait certainement à la lutte des classes, mais ce n'est pas celles-ci qui fondent, pour lui, les contradictions dans le mode de production, c'est l'inverse qui se passe. Autrement dit, l'histoire des classes (et de leurs luttes) se joue sur une trame matérialiste qui, elle, est pré-déterminée par l'évolution du capitalisme. C'est ainsi que pour Marx l'expropriation (des capitalistes) "s'accomplit par le jeu des lois immanentes de la production capitaliste..." Même l'unité et l'organisation du prolétariat en lutte se fait "par le mécanisme même de la production". Et enfin : "la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature" (Capital, I, p.566 et 577 de l'éd. Flammarion). Je crois qu'on ne peut être plus déterministe et que la distinction entre "nécessité" et "inéluctabilité" paraît bien mince.

Par ailleurs, lorsque je parle du scientisme de l'idéologie marxiste, je ne nie ni la raison ni la science. La démarche de Marx était scientifique en ceci qu'il étudiait empiriquement la société de son temps (démarche nouvelle de son temps : voir Comte, Saint-Simon et même Spencer plus tard) notamment sous l'angle de l'économie. Et non en ce que ses propositions ont une valeur universelle et a-temporelle. C'est la

prétention d'Engels et de la social-démocratie qui a conduit à vouloir appliquer le marxisme à toute la nature, à tous les secteurs de la vie, à toutes les époques. Marx lui-même a partagé cette mystification et a apparemment cautionné le passage d'une analyse scientifique d'une société donnée à la théorie scientifique de l'univers. Ce qui s'apparente d'ailleurs à la démarche des pères de l'Eglise qui avaient fait de la religion la source de toute chose. De même que la religion servait la féodalité, la transformation du marxisme en cosmogonie va dans le sens des intérêts de la bureaucratie.

J'espère que ce qui précède répond aussi à la dernière série de tes questions (critique des organisations politiques contre le gauchisme), qu'il t'apparaîtra qu'aussi bien les partis de gauche et d'extrême-gauche que les syndicats (UNEF compris) véhiculent les apprentis-bureaucrates dans leurs sphères dirigeantes et que ceux-ci espèrent se hisser de leur pouvoir (illusoire) dans ces organisations au pouvoir dans l'Etat, ce qui leur permettra de révolutionner le monde par décrets.

PUBLICATIONS

LUTTE OUVRIERE - 54 rue Monsieur le Prince - Paris 6^e.

N° 130: Brenanville (Courbevoie): après 3 semaines de débrayages, les ouvriers continuent l'action malgré la réduction d'heures hebdomadaires concédée par le patron, mais les syndicats font reprendre le travail.

Chausson (Gennevilliers): à une augmentation des cadences imposée par le patron, 42 travailleurs immigrés débrayent spontanément. Le patron met plus de monde à la chaîne. Les ouvriers réclament alors l'arrêt et se mettent en grève illimitée. Lock-out d'une semaine. Et nouvel horaire hebdomadaire de 43h! La CGT ne soutient pas. Répression, augmentations individuelles - reprise du travail.

Lacq: 13.000 emplois menacés.

N° 131: DIT-ALCATEL (Vélizy): ouvrières en grève contre le froid; direction contrainte de payer les heures de grève et de neutraliser le boni lorsqu'il fait trop froid.. sans apporter de remède.

Hostel: (Le Bourget): 120 travailleurs immigrés en grève illimitée avec comité de grève élu, pour une augmentation de 1fr pour tous et l'amélioration des conditions de travail.

Pennaroya (Lyon): 105 travailleurs immigrés sur 230 employés, sont en grève illimitée depuis le 2 février pour une augmentation de 1fr pour tous, le retour aux 40h et l'amélioration des conditions de logement et d'hygiène. Le 25 février expulsion par la police qui occupe l'usine et investit le quartier (voir ROUGE, N° 147).

ROUGE: 10 Impasse Guéméné - Paris 4^e.

N° 143: Vélosolex (Mâcon) grève avec occupation comité de grève élu, pour 150 frs pour tous par mois. Le patron joue le truc et la menace. La CGT ne soutient pas et dénonce les collectes.

N° 147: Préventorium de Besançon: au 4 mars 5 semaines de grève avec occupation. Mouvement de soutien sur la ville et la région. Lutte pour le maintien du personnel dans ses fonctions. Problème: réduction des crédits pour le secteur hospitalier public, pour autoriser les associations privées à prendre en charge les secteurs de la santé qu'elles jugent rentables. Une opération qui se fait sur le dos du personnel.

C.G.C.T. (Massy): lutte pour revalorisation des salaires de 4,8% une augmentation mensuelle de 50 frs pour tous, pas de salaire inférieur à 1200 frs et retour aux 40h. La for-

me de lutte suivante est adoptée par 75% du personnel: grève 1 jour sur 2 avec piquets de grève et A.G. tous les 2 jours. Renforcement du mouvement (de 80 à 90%) malgré les provocations patronales.

PEUPLE BRETON: B.P. 713 - Rennes.

N° 100: lutte aux ateliers français de l'Ouest à Brest.

LE COMBAT SYNDICALISTE 39 rue de la Tour d'Auvergne - Paris 9^e

N° du 17 février: le problème de la presse - la grève de Paris-Jour.

FRONT LIBERTAIRE: 33 rue des Vignolles - Paris - 20^e

N° 14: Hachette (Toulouse) grève illimitée avec occupation et comité de grève, suite à des sanctions après un arrêt de travail. Le patron loue un dépôt et emploie des inspecteurs de vente et des stagiaires pour la sortie des journaux sous la protection de gardes-mobiles. CFDT et gauchistes obligés de se cantonner dans un rôle de soutien. Le patron lève les sanctions. Sous la pression de la CFDT, le travail reprend. La lutte aura duré du 24/11 au 14/12.

LUTTE DE CLASSE - Jean Collin - 75 Rue St Andne Paris - 4^e.

mars 1972: l'enseignement en crise - crise du capitalisme américain et réformisme des mouvements marginaux.

REVOLUTION PROLETARIENNE - 21 rue Jean Robert Paris - 18^e.

N° 579: les leçons du conflit Babcock-atlantique.

OBJECTIF SOLIDARITE INTERNATIONALE: B.P. 234 Oriol - Paris - 18^e.

N° 1 consacré à l'affaire Valpréda.

PUBLICATIONS EN ESPAGNOL:

Un livre sur la Révolution espagnole: Jalones de derrota: promesa de victoria" de G. Munis.

Il s'agit d'une interprétation critique de la révolution à travers des événements les plus marquants de 1930 à 1939. On signale la trans-

formation du parti dit communiste dans un organisme réactionnaire de type nouveau dont le modèle est le capitalisme d'Etat instauré en Russie par la contre-révolution staliniste. "Jalones de derrota: promesa de victoria" fut édité à Mexico en 1948. Aujourd'hui il est introuvable. L'édition facsimilée (400 pages) par photo-copie électronique, et limitée en nombre, a besoin d'aide financière de tous ceux qui sont intéressés par la diffusion de cet ouvrage...

Pour le faire, et pour souscrire (25 frs l'exemplaire) adressez-vous à:

Melle Nicole Espagnol
125 rue Caulaincourt
PARIS - 18ème.

- Vernon RICHARDS "Ensenzas de la revolucion espanola" (en espagnol) (24 frs). Réduction en s'adressant exclusivement à BELIBASTE. 25 rue des Boulangers - PARIS-5ème.
- Antonio TELLEZ - "La guerrilla urbana en Espana - Sabaté" - souscription: 18 frs- chez BELIBASTE.

Qu'EST-CE QUE LA SOCIALISATION? -brochure de Karl KORSCH - publiée en 1920 alors que KORSCH était encore au K.P.D. et plein d'illusions sur les nationalisations, l'état prolétarien, etc.. mais le texte contient des choses très intéressantes, bien qu'un peu générales, sur la socialisation et l'auto-gestion qui peuvent servir de base de discussion.

Prix : 3 frs.

S'adresser à : MULLER Frank
8 Rue de Chatenois
67- STRASBOURG-NEUDORF.

du groupe "Matériaux pour l'intervention?"
- la division C, l'aliste du travail et le mouvement des femmes.
- Quel objectif mettre en avant? Contre le droit aux études et au travail. Pour le droit au salaire (par un collectif d'étudiants à Censier)
(pour se procurer ces deux textes écrire à: Martin ANDLER B.P. 42-06-PARIS).

- CAHIERS DU COMMUNISME DE CONSEILS (CAM'IN- B.P. 326- 13 208- MARSEILLE-CEDEX 1).

Sommaire du N° 10:

La "libération" du bangla-Desh- Le caractère contre-révolutionnaire des luttes de libération nationale à l'époque de décadence capitaliste. Impérialisme et coup d'Etat en Ouganda- Salut à la crise- Proche-Orient, brasier impérialiste- Un héraut du confusionnisme I.O.C.L.

(Nos des CAHIERS disponibles à I.C.O.: 3-6-8-10)

Tous les textes publiés dans les numéros passés, présents et à venir d'I.C.O. peuvent être librement reproduits, traduits, ou adaptés, même sans indication d'origine.

La correspondance (lettres et réponses) les articles, sont mentionnés comme émanant d'un camarade ou d'un collectif. Une base commune n'exclut jamais des divergences: celles-ci s'expriment par d'autres réponses ou articles qui devraient chercher à montrer autant ce qui unit que ce qui divise (ce n'est pas toujours le cas).

N'anonymat nous garantit que le jugement ne porte que sur le contenu et non sur la bonne ou mauvaise renommée de celui qui expose. Les idées ne sont pas une marchandise porteuse de son étiquette.

suite de l'éditorial

Nous savons bien que la réalisation de cette perspective (à travers ICO, ou par d'autres se situant dans la même ligne, peu importe) ne dépend pas seulement de nous, mais aussi des événements eux-mêmes, des conséquences de l'évolution de la société capitaliste elle-même et des luttes au sein de ces structures mouvantes que sont les groupes - y compris ICO- .Certains camarades n'en sont peut être pas persuadés, les uns attachant à l'intervention d'un groupe un rôle plus actif, se substituant en partie à celui des travailleurs eux-mêmes. (Ce qui correspond effectivement -en France par exemple- à une étape actuelle du mouvement ouvrier, mais seulement en gros, car précisément d'autres traits s'en dégagent).

D'autres se plaçant dans l'abstrait, volent dans le reploi théorique, la seule activité possible, et ne se sentent pas "motivés"(avec des raisons pratiques diverses) pour se rendre compte directement de ce que sont réellement les luttes. (ce qui correspondrait à

la vision d'un monde où les travailleurs pourraient résoudre par eux-mêmes la totalité de leur vie et de leurs tâches - ce qui serait précisément la société sans exploitation et qui n'est pas présentement cela). D'autres enfin, ou bien déçus par "l'action" se replient dans un individualisme facile, ou bien donnent la préférence à tel ou tel événement (en général plus politique au sens étroit du terme) délaissant -au moins en pratique- ce qui reste la base même du capitalisme: la lutte sur les lieux de travail là où le capital domine d'abord et directement les hommes dans la totalité de leur vie. Toutes ces divergences sont précisément l'expression de la confusion des luttes actuelles, de leurs aspects négatifs comme de leurs aspects positifs. Leur dépassement ne dépend pas de discussions abstraites mais de l'affrontement des conceptions et des pratiques lorsque les faits eux-mêmes de la lutte de classe viendront faire irruption brutalement et totalement dans le cercle illimité où l'on aura vainement tenté de s'enfermer.

Informations correspondance ouvrières

Correspondance : P. BLACHIER, 13, rue Labois-Rouillon - PARIS 19°.

Pour tous contacts ou participation aux réunions, écrire préalablement.

Abonnements : Un an : 12 numéros (et suppléments imprimés ou ronéotés) :
24 F. (France) - 30 F. (Etranger) - 50 F (par avion)

Versements : I.C.O. - C.C.P.: 20.147-54 PARIS.